



**BANQUE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

BES N° 09 - mars 2021

Bulletin Economique et Statistique

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	5
Liste des graphiques	7
Liste des sigles et abréviations	9
Comité de validation	11
Avant-propos	13

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES

RECENTES	15
1. Environnement international	15
2. Secteur réel de la CEMAC	23
3. Balance des paiements	31
4. Finances publiques et endettement.	35
5. Monnaie et crédit.	37
6. Réserves des banques	43
7. Situation des réserves de change	45
Conclusion	46
II. TEST PREVISIONEL DE CONJONCTURE	47

LISTE DES TABLEAUX

T1 : Taux de croissance mondiale réel et des principaux pays partenaires	15
T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC	18
T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales	21
T4 : Taux de croissance dans la CEMAC	18
T4 : Taux de croissance des pays de la CEMAC	24
T5 : Contribution à la croissance de la CEMAC	25
T6 : Taux d'inflation sur les 12 derniers mois	26
T7 : Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation	28
T8 : Soldes de la balance des paiements (en % du PIB)	31
T9 : Solde de la balance commerciale	32
T10 : Compétitivité.	33
T11 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC (en % du PIB) . .	35
T12 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC (en % du PIB).....	36
T13 : Agrégats de monnaie et de crédit (en millions de FCFA).	38
T14 : Agrégats de monnaie et de crédit (en glissement annuel).	38
T15 : Taux directeurs de la BEAC	41
T16 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité (en millions de FCFA) .	44

LISTE DES GRAPHIQUES

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés	16
G2. Taux de croissance réelle des pays en développement	16
G3. Cours du pétrole	17
G4. Cours des produits agricoles d'exportations	17
G5. Cours des métaux non précieux	17
G6. Indice composite des cours des produits de bases exportés par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)	17
G7. Cours moyen mensuel de l'euro	19
G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)	19
G9. Taux de croissance réelle des pays de la CEMAC	24
G10. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)	24
G11. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (en moyenne annuelle)	29
G12. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation dans la CEMAC (en glissement annuel)	29
G13. Evolution du TCER/TCEN	32
G13. Evolution de l'indice composite du TCER	33
G14. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE .	42
G15. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE	42
G16. Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC	45
G17. Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC	45

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BCC	:	Banque Centrale du Congo
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BEAC	:	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BES	:	Bulletin Economique et Statistiques
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BoE	:	<i>Bank of England</i>
BoJ	:	<i>Bank of Japan</i>
CBN	:	<i>Central Bank of Nigeria</i>
CEMAC	:	Commission Economique et Monétaire d’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
FED	:	Réserve Fédérale Américaine
FMI	:	Fonds monétaire international
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RDC	:	République Démocratique du Congo
SARB	:	<i>South African Reserve Bank</i>
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCER	:	Taux de Change Effectif Réel
TCEN	:	Taux de Change Effectif Nominal
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TIMP	:	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
TISP	:	Taux d’Interêt sur Placement
WEO	:	<i>World Economic Outlook</i>
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

COMITÉ DE VALIDATION

Le Comité de validation du Bulletin Economique et Statistiques (BES) est créé par Décision du Gouverneur N°065/GR/2017 du 03 juillet 2017 et il en assure la coordination. Ledit Comité a pour responsabilité principale d'examiner les propositions d'articles et d'études soumis à l'appréciation du Bulletin. Le respect des dates de parution du Bulletin revient au Comité de validation. Pour ce neuvième numéro, le Comité de validation s'est réuni le 29 mars 2021 à 11 heures dans les locaux du Siège de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à Yaoundé. Ont pris part à cette réunion, les membres nommés ci-après :

PRÉSIDENT :

HAMADOU ABDOULAYE

Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques.

MEMBRES :

DIFFO NIGTIOPOP Georges

Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques en charge du pôle « Etudes ».

MOUNKALA Evrard Ulrich Herménégilde

Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques en charge du pôle « Statistiques ».

MVONDO Emile Thierry

Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques en charge du pôle « Recherche ».

MBOHOU Christelle Louisa

Chef du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation.

MBOMPIEZE Jean-René

Chef du Service Suivi de la Coordination des Politiques Economiques

BIKAI Jacques Landry

Chef du Service de l'Analyse et de la Modélisation des Economies

NAFE DABA

Chef du Service Développement Outils de Prévision & Enquêtes Economiques.

A également prit part à ces travaux, Monsieur **GOMBA EBIKILI Claise Borgia**, cadre moyen du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation.

La récession mondiale enregistrée pendant le premier semestre de l'année 2020 a été interrompue, une timide reprise des activités ayant été amorcée au troisième trimestre. Malgré la poursuite de cette tendance au dernier trimestre, la croissance économique mondiale est restée négative pour l'ensemble de l'année avec un taux de - 3,4 % en 2020, contre 2,8 % en 2019, en lien avec la propagation de la pandémie de la COVID-19.

La baisse de l'activité provoquée par la crise a été inédite, de par sa profondeur et sa soudaineté. La réponse des politiques économiques a permis de créer un bouclier de protection pour les ménages et les entreprises. Néanmoins, cette crise a profondément modifié, les flux de recettes et de dépenses. En conséquence, dans l'ensemble, les ménages ont réduit temporairement leur consommation et accumulé une épargne « forcée », les entreprises se sont endettées pour faire face aux risques pesant sur leur trésorerie tandis que les États ont augmenté leur déficit pour protéger les ménages et les entreprises. Les enjeux autour de ces dynamiques seront au cœur la problématique de la reprise économique à partir de 2021.

Face à la crise sanitaire, la majorité des banques centrales ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes et, dans un environnement plus qu'incertain, décidé de prolonger les mesures de soutien aux économies. Cet assouplissement des politiques monétaires a été encouragé par le faible niveau de l'inflation depuis plusieurs années, qui a compromis l'efficacité des instruments conventionnels de politique monétaire et motivé le recours aux instruments non conventionnels.

C'est dans ce contexte général de contraction de l'activité économique mondiale, que les performances économiques et financières de la CEMAC se sont dégradées en 2020, avec notamment : i) un taux de croissance du PIB réel de - 2,1 %, contre 2,1 % en 2019 ; ii) un accroissement de l'inflation en moyenne annuelle à 2,4 % à fin décembre 2020, contre 1,9 % en 2019 ; iii) un creusement du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, à - 2,9 % du PIB en 2020, contre - 0,1 % du PIB en 2019 ; iv) une dégradation du solde de la balance des transactions courantes de - 5,4 % du PIB en 2020, contre 3,5 % du PIB en 2019 ; v) un déficit global de la balance des paiements à - 2,9 % du PIB en 2020, contre un excédent correspondant à 0,2 % du PIB.

Au plan monétaire, l'on a observé : i) un repli des avoirs extérieurs nets de la CEMAC de 29,5 % ; ii) une expan-

sion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 42,5 % à 6 310,6 milliards ; iii) une hausse des crédits à l'économie, qui sont passés de 7 815,3 milliards à 8 212,0 milliards (+ 5,1 %) et (iv) un accroissement des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) de 10,7 % pour s'établir à 13 493,5 milliards à fin décembre 2020 contre 12 184,7 milliards un an auparavant.

En matière d'endettement, la vitesse d'accroissement de la dette publique extérieure s'est accélérée, eu égard à la forte hausse des besoins de financement des États, résultant principalement de la dégradation de leurs positions budgétaires. En conséquence, le service de la dette publique extérieure est passé de 20,3 % des recettes budgétaires en 2019 à 26,1 % en 2020 et de 10,6 % des exportations de biens et services en 2019, à 15,6 % en 2020. Dans le même temps, le taux d'endettement public extérieur s'est accru de 32,1 % en 2019 à 35,4 % en 2020. A l'instar des autres banques centrales, la BEAC a dû relever plusieurs défis, eu égard à la crise sanitaire de la COVID-19. Elle y a répondu notamment en prenant plusieurs mesures visant à soutenir la demande et à éviter une crise de liquidité dans le secteur bancaire. Il s'est agi principalement : i) de la révision à la baisse du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) de 25 points de base, en revenant de 3,50 à 3,25 % et du taux de la facilité de prêt marginal de 100 points de base, pour le ramener de 6,00 % à 5,00 % ; ii) d'assouplir les conditions d'émission des valeurs du Trésor (délais et calendriers d'émission) ; iii) de s'assurer de l'approvisionnement des banques en quantité et en qualité suffisantes des signes monétaires ; iv) de porter aux instances compétentes la proposition de rééchelonner d'un an le remboursement du capital des crédits consolidés de la Banque Centrale sur les États ; et vi) d'inviter les fournisseurs de services de paiement à abaisser les coûts des transactions de monnaie électronique et des moyens de paiement digitaux dans la CEMAC.

Les évolutions économiques internationales et sous régionale sont retracées dans ce neuvième numéro du Bulletin Economique et Statistique (BES) pour le premier trimestre de l'année 2021. Ce Bulletin, publié par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) est structuré comme suit : Partie I : « Evolutions économiques, monétaires et financières récentes » ; Partie II : « Etudes », réalisées prin-

cipalement par les cadres de la BEAC et les chercheurs ressortissants de la Communauté Economique Monétaire et Financière (CEMAC). Les études publiées dans le BES doivent permettre à la BEAC d'avoir une meilleure connaissance des économies de la sous-région. En outre, les thèmes traités doivent représenter un intérêt pour la BEAC, tant sur le plan de ses objectifs que de ses missions statutaires, dont la mission phare est la définition et la conduite de la politique monétaire de l'Union Monétaire. La première partie de ce Bulletin s'intitule « Environnement Economique, Monétaire et Financier ». Comme mentionné plus haut, elle a été fortement empreinte, au niveau international et sous-régionale, par la crise sanitaire liée à la COVID-19, laquelle a pesé sur la croissance économique mondiale, notamment en déstabilisant les chaînes d'approvisionnement.

La deuxième partie expose les résultats du test prévisionnel de conjoncture.

En tant qu'Institution monétaire et garante de la stabilité monétaire dans la CEMAC et en dépit de la crise sanitaire actuelle qui sévit dans le monde, la BEAC ne ménage aucun effort pour être au service des économies qui la compose. Afin de remplir ses missions statutaires, elle continuera toujours de solliciter les contributions des cadres, universitaires ressortissants de la CEMAC à partager le fruit de leur travail et leur réflexion sur les pays de la CEMAC. Aussi, de par son mandat et sa mission, il est impératif pour la BEAC de gagner la confiance des citoyens de la CEMAC. La BEAC incite vivement les chercheurs et cadres des administrations publiques et privées des pays de la sous-région à partager leurs travaux et recherches, afin de contribuer au rayonnement des pays de la CEMAC.

HAMADOU ABDOULAYE

Président du Comité de Validation

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES

1. Environnement international

L'activité économique mondiale en 2021 sera fortement impactée par la pandémie de la COVID-19. Ainsi, selon les *Perspectives de l'économie mondiale* récentes du FMI, la croissance mondiale serait d'environ 5,5 % en 2021 et 4,2 % en 2022, après 2,8 % en 2019 et - 3,4 % en 2020. Cette reprise en 2021 se fonde sur les hypothèses : i) d'une meilleure couverture vaccinale au niveau mondial, ii) un renforcement du soutien budgétaire au niveau des pays et iii) de la poursuite des politiques monétaires accommodantes destinées à créer des conditions monétaires favorables. Cependant, des facteurs de risque pèsent sur cette reprise, tels que l'apparition de nouveaux variants de la COVID-19. Par espace géographique, d'après les perspectives du Fonds, le taux de croissance réel de l'activité dans les *économies avancées* tomberait à - 4,9 % en 2020, après 1,6 % en 2019, avant de rebondir à 4,4 % en 2021. Dans les *pays émergents et en développement*, le PIB réel devrait s'établir à - 2,4 % en 2020, après 3,6 % en 2019, puis se fixer à 6,3 % en 2021. En *Afrique subsaharienne*, le PIB réel reculerait de 3,2 % en 2019 à - 2,5 % en 2020 avant de remonter à 3,1 % en 2021. Le volume des échanges commerciaux devrait s'effondrer de 1,0 % en 2019 à - 9,5 % en 2020, avant de repartir à 7,9 % en 2021, puis se redescendre à 6,4 % en 2022. Les mesures prises par les pays pour limiter les entrées et les sorties du territoire expliquent en partie les performances suscitées.

1.1 Activité économique

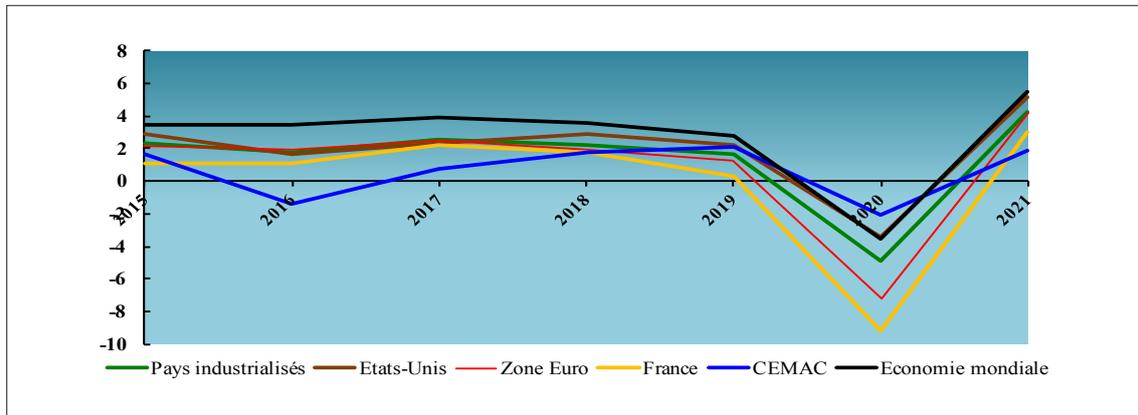
T1 : Taux de croissance réelle des principaux pays partenaires

INDICATEURS (en %, sauf indication contraire)	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de croissance					
Economie mondiale	3,5	2,8	- 3,4	5,5	4,2
Pays avancés	2,3	1,6	- 4,9	4,4	3,2
Etats-Unis	3,0	2,2	- 3,4	5,1	2,5
Zone Euro	1,9	1,3	- 7,2	4,1	3,8
Pays émergents et en développement	4,5	3,6	- 2,4	6,3	5,0
Chine	6,7	6,0	2,3	8,1	5,6
Inde	6,1	4,2	- 8,0	11,5	6,8
Russie	2,5	1,3	- 3,6	3,0	3,9
Afrique Sub-saharienne	3,2	3,2	- 2,5	3,1	4,1
Nigeria	1,9	2,2	- 3,2	1,5	2,5
Afrique du Sud	0,8	0,2	- 7,3	2,8	2,0
Taux de croissance du commerce mondial	4,0	1,0	- 9,5	7,9	6,4
Prix du baril de pétrole ¹ (dollar/baril)	68,33	61,39	41,29	58,52	54,83
Taux d'inflation					
Pays avancés	2,0	1,4	0,7	1,3	1,5
Pays émergents et en développement	4,9	5,1	5,0	4,3	4,3
Pays d'Afrique subsaharienne	8,4	8,5	10,6	7,9	-

¹ Le cours du pétrole est basé sur la moyenne des cours pour les qualités suivantes : Brent du Royaume-Uni, Dubaï et WTI.

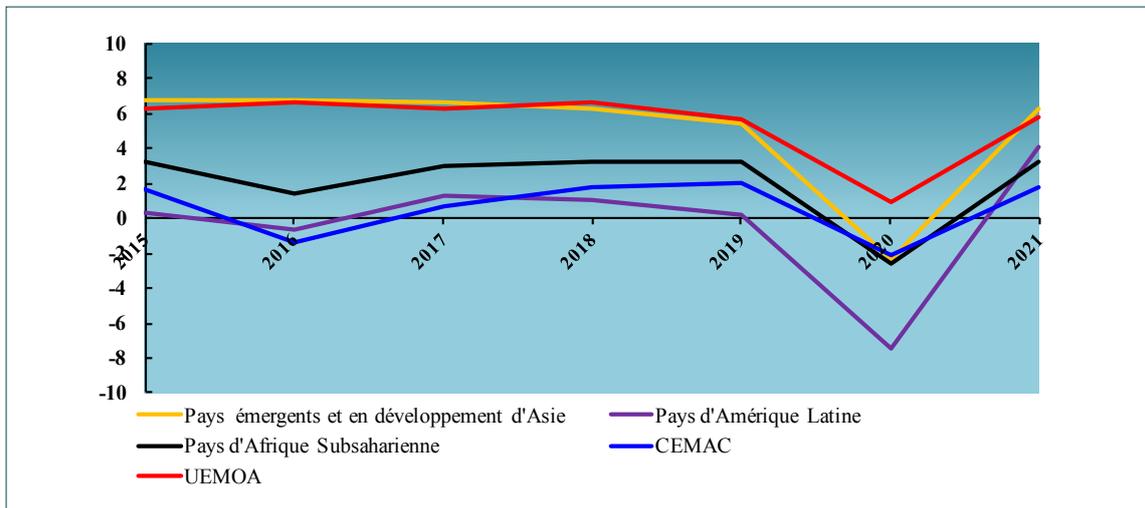
Sources : *Perspectives économiques du FMI (mise à jour de février 2021 et octobre 2020)*

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés



Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de juillet 2021),

G2. Taux de croissance réelle des pays en développement

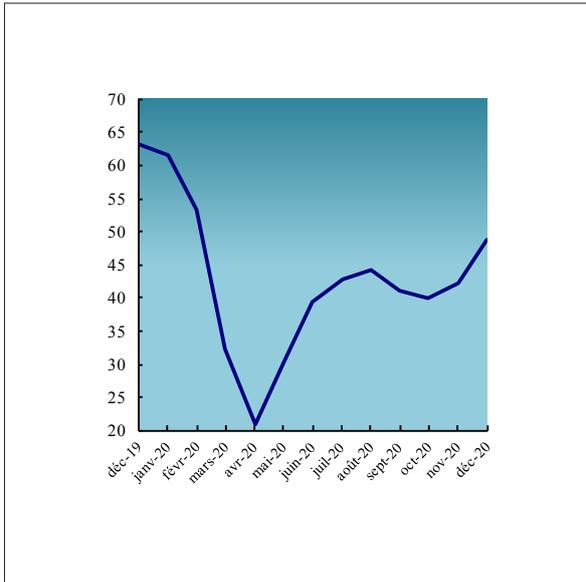


Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de juillet 2021),

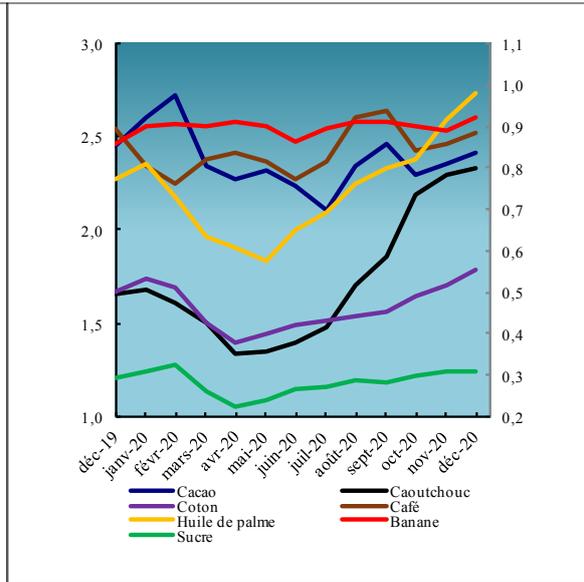
1.2 Marché des produits de base

La fin de l'année 2020 a enregistré une remontée des cours des produits de base sur les marchés internationaux. En effet, au T4/2020, l'indice global s'est accru de 3,5 %, contre une progression de 19,6 % au T3/2020, porté principalement par la croissance des cours des produits pétroliers. Au T4/2020, les cours des produits énergétiques ont progressé de 5,7 %, bien en deçà de la croissance observée au T3/2020 (38,3 %). Ainsi, l'indice est passé de 57,80 au T3/2020 à 59,82 au T4/2020, après 49,56 au T2/2020. Cette évolution résulte de la hausse des cours du pétrole, principal produit d'exportation de la CEMAC, lequel est passé de 42,7 \$/baril au T3/2020 à 43,6 \$/baril au T4/2020, après 30,3 \$/baril au T2/2020.

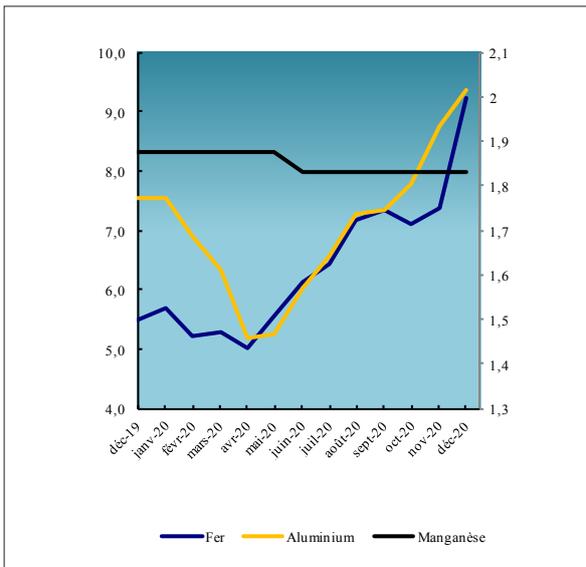
G3. Cours du pétrole



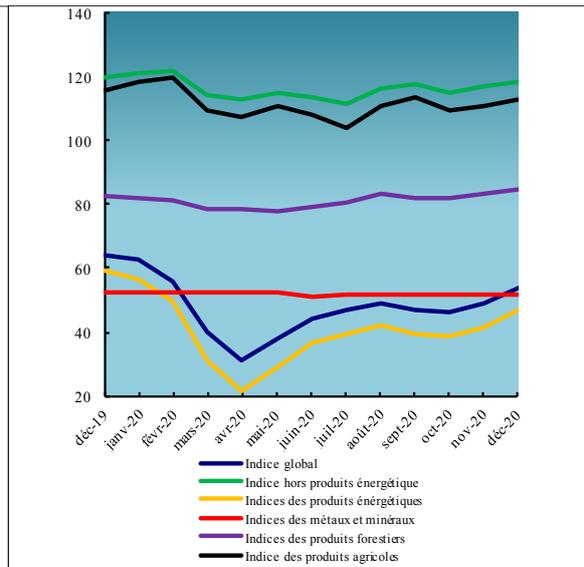
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations



G5. Cours des métaux non précieux



G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)



Aluminium et manganèse : échelle de droite

Source : Banque Mondiale

T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC

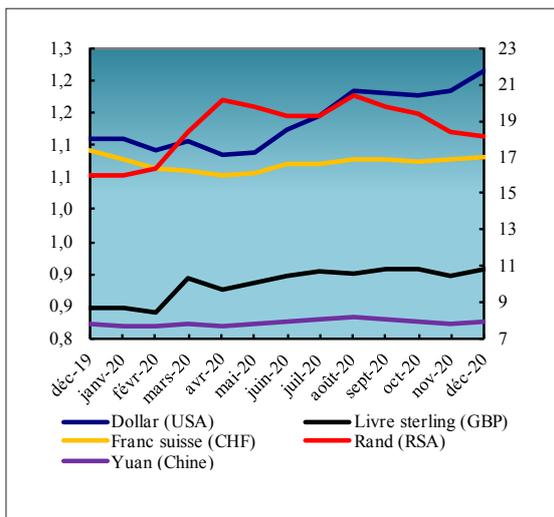
Produit	Unité	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Pétrole														
Crude oil, average	\$/baril	63,4	61,6	53,3	32,2	21,0	30,4	39,5	42,8	44,3	41,1	39,9	42,3	48,7
Gaz naturel et méthanol														
Europe	\$/mmbtu	2,2	2,0	1,9	1,8	1,7	1,8	1,6	1,7	2,3	1,9	2,2	2,6	2,5
Etats-Unis	\$/mmbtu	4,6	3,6	2,9	2,7	2,1	1,6	1,8	1,8	2,9	4,0	4,9	4,8	5,9
Japon	\$/mmbtu	10,0	9,9	9,9	9,9	10,1	10,1	10,1	7,8	6,3	6,3	6,2	6,9	6,9
Bois														
Bois bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris	\$/m3	302,0	301,8	297,4	302,4	298,6	299,7	306,1	312,7	316,9	316,1	316,5	318,0	322,8
Bois sciés (yep Feuilles de placage & feuilles pour contre-plaqués)	\$/m3	627,9	626,5	621,1	593,7	595,0	589,5	599,9	606,8	629,1	621,9	621,7	633,0	643,9
Fer	\$/dmtu	92,7	95,8	87,7	89,0	84,7	93,7	103,3	108,5	121,1	123,8	119,8	124,4	155,4
Aluminium	\$/mt	1 771,4	1 773,1	1 688,1	1 610,9	1 459,9	1 466,4	1 568,6	1 643,8	1 737,3	1 743,8	1 806,0	1 935,0	2 015,0
Diamant	\$/carat	154,8	155,8	156,8	157,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8
Or	\$/troy oz	1 479,1	1 560,7	1 597,1	1 591,9	1 683,2	1 715,9	1 732,2	1 846,5	1 968,6	1 921,9	1 900,0	1 866,0	1 858,0
Manganèse	\$/kg	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Cacao	\$/kg	2,4	2,6	2,7	2,3	2,3	2,3	2,2	2,1	2,3	2,5	2,3	2,4	2,4
Riz	\$/mt	398,3	416,4	419,0	452,8	512,7	483,8	491,1	462,7	480,2	485,2	461,9	476,8	500,5
Caoutchouc	\$/kg	1,7	1,7	1,6	1,5	1,3	1,3	1,4	1,5	1,7	1,9	2,2	2,3	2,3
Coton	\$/kg	1,7	1,7	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,8
Huile de palme	\$/mt	769,9	810,1	728,8	635,2	608,9	573,9	651,6	694,2	760,3	798,1	819,0	918,0	979,0
Banane	\$/kg	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Sucre	\$/kg	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Tabac	\$/mt	4 317,0	4 420,3	4 431,9	4 391,1	4 334,0	4 381,3	4 399,6	4 381,4	4 351,1	4 218,1	4 242,9	4 459,9	4 446,8
Café	\$/kg	2,5	2,3	2,2	2,4	2,4	2,4	2,3	2,4	2,6	2,6	2,4	2,5	2,5
Gomme arabique	\$/tonne	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3	2 810,3
Viande de bœuf	\$/kg	5,6	5,0	4,7	4,5	4,4	5,1	5,1	4,7	4,6	4,6	4,4	4,4	4,4
Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : janvier 2012														
Indice global		64,0	62,4	56,1	39,8	31,3	38,1	44,4	46,6	49,1	47,0	46,4	48,7	53,8
Indice hors produits énergétique		119,6	121,0	121,8	114,2	112,9	114,7	113,4	111,1	116,4	117,9	115,0	116,6	118,1
Indices des produits énergétiques		59,0	56,8	49,4	31,1	21,3	29,1	36,7	39,6	41,8	39,2	38,9	41,3	47,2
Indices des métaux et minéraux		52,5	52,6	52,6	52,6	52,6	52,6	51,3	51,4	51,4	51,4	51,4	51,4	51,4
Indices des produits forestiers		82,3	82,1	81,3	78,5	78,5	78,0	79,4	80,4	83,1	82,2	82,2	83,6	85,0
Indice des produits agricoles		115,7	118,0	119,5	109,4	107,3	110,5	108,3	104,1	110,7	113,6	109,1	110,9	112,5

Source : Banque Mondiale

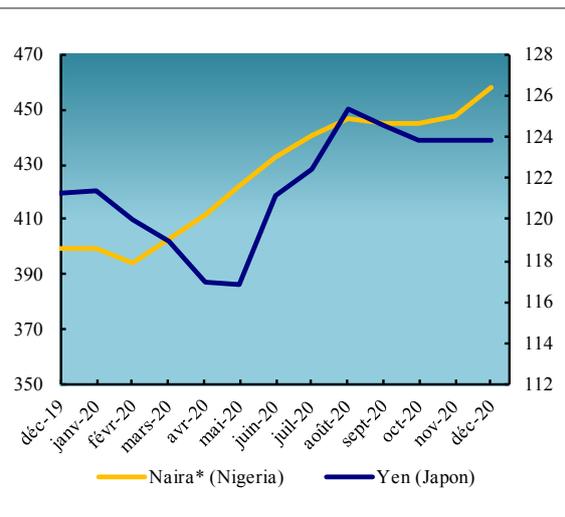
1.3 Marchés financiers et orientations des principales banques centrales

Sur le marché des changes, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport aux principales monnaies au cours des derniers mois, en raison de la baisse de la confiance des investisseurs dans la zone euro en lien avec la résurgence de nouvelles contaminations au coronavirus. Néanmoins, l'adoption d'un plan de relance de 750 milliards d'euros par la Commission de l'Union Européenne ainsi que la perspective de nouveaux vaccins pour l'année 2021 devraient inverser la tendance. Ainsi, depuis l'année 2020, l'euro s'est dépréciée vis-à-vis du real brésilien (23,16 %), du rouble (18,82 %), du rand sud-africain (5,56 %), du dollar américain (9,4 %), de la roupie indienne (9,24 %), du yuan (7,35 %), du dollar canadien (3,74 %), de la livre sterling (2,0 %) et du yen japonais (2,0 %).

G7. Cours moyen mensuel de l'euro



G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)



Source : Banque de France

Au plan monétaire, le Comité de politique monétaire de la Fed (*Federal Open Market Committee*), réunit le 27 janvier 2021, a décidé de maintenir ses *fed funds* dans la fourchette 0,00 % - 0,25 %. Cette politique restera en vigueur, jusqu'à ce que la Fed atteigne ses objectifs de plein emploi et d'inflation. En outre, la Réserve fédérale continuera d'augmenter ses achats de titres du Trésor d'au moins 80 milliards de dollars par mois et de titres adossés à des hypothèques d'au moins 40 milliards de dollars par mois, et ce jusqu'à ce que des progrès aient été réalisés au niveau de l'emploi et de l'inflation. Ces achats d'actifs contribuent au bon fonctionnement du marché et des conditions financières accommodantes, soutenant ainsi le flux de crédit aux ménages et aux entreprises.

La Banque d'Angleterre (*Bank of England* ou *BoE*), réuni lors de sa réunion de politique monétaire du 04 février 2021, a décidé du maintien de son taux directeur à 0,10 %. La BoE poursuivra par ailleurs le programme d'achats d'obligations d'État de 100 milliards de livres sterling. De même, il a été convenu que la BoE augmentera le stock cible des titres du gouvernement britannique et achètera des obli-

gations supplémentaires de 150 milliards de livres sterling. Le stock total des achats d'obligations d'État sera ainsi porté à 875 milliards de livres. Le Comité n'a pas l'intention de resserrer sa politique monétaire, au moins tant qu'il n'y aura pas de preuves que des progrès significatifs aient été accomplis pour éliminer les capacités inutilisées et atteindre durablement l'objectif d'inflation de 2 %.

À l'issue de sa séance du 11 mars 2021, la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé qu'elle allait augmenter ses achats d'obligations sur les marchés au cours du trimestre à venir afin d'empêcher une hausse des coûts de financement dans la zone euro. En outre, la BCE poursuivra ses achats dans le cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP), pour un montant de 1 850 milliards d'euros au moins jusqu'à fin mars 2022 et, dans tous les cas, jusqu'à ce qu'elle juge que la crise du coronavirus est définitivement résorbée. Les achats nets effectués dans le cadre du programme d'achats d'actifs (APP) se poursuivront à un rythme mensuel de 20 milliards d'euros et la BCE continuera à fournir une liquidité abondante par le biais de ses opérations

de refinancement. Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs a de nouveau décidé de maintenir l'orientation très accommodante de sa politique monétaire en maintenant le taux de refinancement à 0,00 %, le taux de la facilité de dépôt à - 0,5 % et le taux de facilité de prêt marginal à 0,25 %. Enfin, la BCE a annoncé une révision à la hausse de ses prévisions d'inflation pour cette année et un léger relèvement de sa prévision de croissance, malgré le prolongement des mesures sanitaires et leurs impacts sur l'activité économique. Ainsi, elle prévoit une inflation de 1,5 % en 2021, contre 1,0 % prévu en décembre 2020. Quant au PIB, il devrait rebondir de 4,0 % en 2021 contre 3,9 % prévu en décembre 2020.

Le 21 Janvier 2021, la *Banque Centrale du Japon* a décidé de conserver son taux de dépôt à court terme à - 0,1 %. De plus, la Bank of Japan (BoJ) continuera d'acheter des obligations du gouvernement (JGB) afin de maintenir leur rendement à 10 ans autour de 0,00 %.

La *Banque du Canada (BdC)* a décidé le 20 janvier 2021, de maintenir le taux cible du financement à un jour à 0,25 %, soit sa valeur plancher, le taux officiel d'escompte à 0,50 % et le taux de rémunération des dépôts à 0,25 %. La BdC poursuit ses indications prospectives exceptionnelles, avec le rééquilibrage de ses achats d'obligations à plus long terme, lesquelles ont une influence plus directe sur les taux d'emprunt les plus importants (ménages et entreprises). Par ailleurs, les achats dans le cadre de ce programme se poursuivent au rythme actuel d'au moins 4 milliards de dollars par semaine.

En Chine, la *Banque Populaire de Chine (PBoC)* a décidé le 08 janvier 2021 de poursuivre sa politique monétaire prudente, en conservant son taux de référence à un an des prêts bancaires à 3,85 % et son taux de référence à cinq ans à 4,65 %. Cette politique contribue en effet à fournir des incitations positives aux entités économiques et à maintenir la compétitivité mondiale des actifs libellés en yuan. La Chine donnera la priorité à la stabilité de sa politique monétaire en 2021. De plus, une gamme complète d'outils de politique monétaire sera déployée, afin de maintenir la liquidité à un niveau suffisant, et de s'assurer que la croissance de la masse monétaire au sens large et le financement social correspondent à la croissance économique nominale. Davantage de soutien financier sera apporté aux petites et micros entreprises, à l'innovation technologique et au développement écologique. Etant l'une des rares grandes économies à

avoir mis en œuvre des politiques monétaires « normales », la Chine a évité de recourir à un déluge de politiques de relance.

En Afrique subsaharienne, la plupart des Banques Centrales ont poursuivi leurs politiques accommodantes, en prenant un ensemble de mesures destinées à freiner les effets potentiels de la crise sanitaire. La *Banque Centrale du Congo (BCC)*, lors de sa session du 16 février 2021, a maintenu inchangés les dispositifs de sa politique monétaire. En conséquence, le taux directeur est resté à 18,5 %, tandis que les coefficients des réserves obligatoires sur les dépôts en devises à vue et à terme ont été maintenus respectivement à 13,0 % et 12,0 % et ceux des dépôts en monnaie nationale à vue et à terme à 0 %.

La *Banque Centrale du Nigéria (BCN)*, réuni le 25 et 26 février 2021, a maintenu son principal taux d'intérêt directeur à 11,5 % et maintenu son coefficient des réserves obligatoires à 27,5 %.

Au cours de sa réunion du 02 décembre 2020, la *Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)*, a décidé de maintenir inchangés ses taux directeurs. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité est resté à 2,00 %, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00 %. Quant au coefficient de réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union, il est demeuré à 3,00 %.

En Afrique du Sud, la *South African Reserve Bank (SARB)* a décidé le 21 janvier 2021, de maintenir son taux directeur à 3,50 %, après une baisse de 25 points de base en juillet 2020, afin de soutenir l'activité économique dans un contexte d'atténuation des tensions inflationnistes. Malgré une inflation plus élevée que prévue en juillet et des niveaux élevés de risque de financement dans le pays, le Comité a noté que la contraction économique et la lenteur de la reprise maintiendront l'inflation sous le point médian de la fourchette cible pour cette année. La politique monétaire a assoupli les conditions financières et amélioré la résilience des ménages et des entreprises face aux implications économiques de la COVID- 19, et continue d'être accommodante. Les mesures prises par la SARB ont assuré une liquidité adéquate sur les marchés intérieurs. En outre, les allègements réglementaires accordés aux banques ont permis de soutenir les ménages et les entreprises.

T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales

	(en pourcentage)												
	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Fédéral Reserve (Fed)	1,50-1,75	1,50-1,75	1,50-1,75	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25
Taux des Fonds Fédéraux Bank of Japan (BoJ)	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Taux au jour le jour Bank of England (BoE)	0,75	0,75	0,75	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
Taux de prise en pension Banque du Canada (BdC)	1,75	1,75	1,75	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Taux de refinancement Banque Centrale Européenne (BCE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux des principales opérations de refinancement BCEAO	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,00	4,50	4,00	4,50	4,00
Taux des pensions	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,00	2,50	2,00	2,50	2,00
Taux d'injection de liquidités Banque Centrale du Nigéria (BCN)	13,50	13,50	13,50	13,50	13,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	11,50	11,50
Taux directeur Banque Centrale du Congo (BCC)	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	18,50	18,50	18,50	18,50	18,50
Taux directeur Reserve Fédérale Sud-Africaine (SARB)	6,50	6,25	6,25	5,25	4,25	3,75	3,75	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
Taux directeur													

Sources : Fed, BoE, BoJ, Banque du Canada, BCE, BCEAO, BCC, BCN et SARB

2. Secteur Réel de la CEMAC

2.1 Activité

Sur la base des informations recueillies auprès des opérateurs économiques, la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 a plongé la CEMAC dans un marasme économique dès le deuxième trimestre 2020. En glissement annuel, l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC au 2^{ème} trimestre 2020, s'est replié de 8,6 %, et en glissement trimestriel de 8,9 %. Une reprise des activités a été amorcée dès le 3^{ème} trimestre 2020 (+ 4,3 % de l'ICAE-CEMAC en glissement trimestriel et - 7,2 % en glissement annuel), eu égard à l'assouplissement des mesures de restriction socioéconomique face à la pandémie de COVID-19, ainsi que la timide relance de la demande mondiale. Cette reprise s'est consolidée au 4^{ème} trimestre 2020, comme l'illustre la bonne performance de l'ICAE-CEMAC (+ 5,5 % en glissement trimestriel à fin décembre 2020), en lien avec le regain de dynamisme dans les services, le commerce, le transport (aérien notamment) et l'hôtellerie-restauration ont contribué à infléchir la tendance baissière de l'activité observée au cours de l'année.

2.1.1 Perspectives macroéconomiques à court terme

L'activité économique en 2021 devrait continuer de subir les effets de la crise, laissant entrevoir au passage une reprise moins vigoureuse et rapide des économies de la sous-région. En glissement annuel, au premier trimestre 2021, l'Indice Composite de l'Activité Economique (ICAE) la CEMAC devrait demeurer en territoire négatif (- 0,6 %, contre 1,3 % au T1/2020). Au deuxième trimestre 2021, en glissement annuel, le taux de croissance de l'ICAE des pays de la CEMAC s'établirait à 12,7 % (contre - 8,6 % un an plus tôt).

En 2021, les nouvelles mesures restrictives prises par certains Gouvernements de la CEMAC face à la résurgence des contaminations, devraient stimuler la croissance dans les économies de la sous-région. En outre, la demande mondiale devrait rester atone au premier trimestre, empêchant les entreprises exportatrices de la zone à remplir leur carnet de commandes. Le Cameroun fait figure d'exception dans la zone, notamment en affichant un dynamisme favorable de son activité au cours du premier trimestre (contribution de 2,3 points à la croissance de l'ICAE au T1/2021). L'évolution de l'activité économique au T2/2021 devrait être sensiblement meilleure en glissement annuel pour la quasi-totalité des pays de la CEMAC, avec des apports à la croissance de l'ICAE à nouveau positifs pour la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Tchad (+ 4,7 points, + 1,2 point et + 1,0 point respectivement). Les performances économiques au Congo ne devraient pas connaître de rebond sensible au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020, soulignant la sévérité de la crise dans le pays. Enfin, seule la République Centrafricaine devrait contribuer négativement à la croissance de l'ICAE CEMAC en glissement annuel sur l'ensemble du premier semestre 2021, en lien avec la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays.

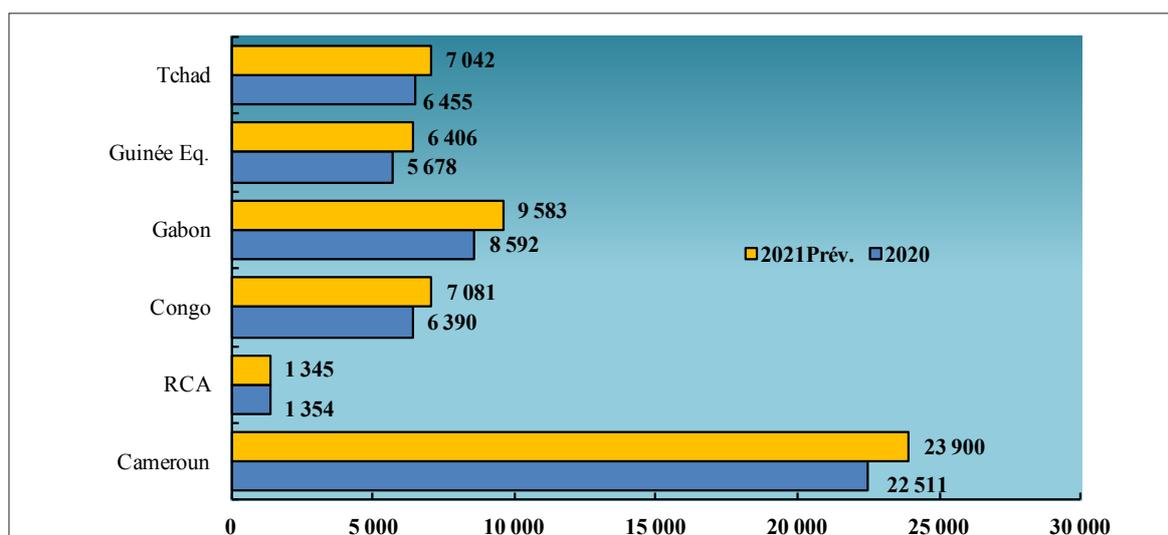
Sur l'ensemble de l'année, d'après les estimations faites par les services de la BEAC, la croissance économique de la CEMAC a été de - 2,1 % en 2020, contre 2,1 % en 2019, sous l'effet d'un recul de l'activité dans le secteur pétrolier et non pétrolier. La croissance du secteur pétrolier s'est ainsi établie à - 4,2 % en 2020, contre 2,2 % en 2019, tandis que le secteur non pétrolier a reculé de 1,6 % en 2020, contre 2,0 % en 2019. Par pays, on observe une croissance négative en 2020 dans tous les pays de la Sous-Région à l'exception de la République Centrafricaine.

T4 : Taux de croissance des pays de la CEMAC

	Taux de croissance nominale (en %)			Taux de croissance réelle (en %)			Taux de croissance du PIB réel hors pétrole (en %)		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
		Estim.	Prev		Estim.	Prev		Estim.	Prev
Cameroun	6,3	-1,5	6,2	3,7	-1,0	3,1	3,5	-1,2	3,2
République Centrafricaine	6,7	2,8	-0,6	2,8	1,5	-7,9	2,8	1,5	-7,9
Congo	2,1	-22,3	10,8	-0,2	-6,0	-2,0	-1,4	-3,7	3,4
Gabon	7,8	-9,9	11,5	3,9	-1,0	1,5	1,8	-1,0	1,6
Guinée Equatoriale	-4,2	-15,5	12,8	-4,5	-5,7	2,6	1,1	-6,1	1,2
Tchad	0,9	0,4	9,1	2,6	-0,7	2,5	1,3	-0,2	3,5
CEMAC	3,9	-7,4	8,6	2,1	-2,1	1,8	2,0	-1,6	2,5

Sources : Administrations nationales et BEAC

G10. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)



Sources: Administrations nationales et BEAC

T5 : Contribution à la croissance de la CEMAC

	Secteur primaire			Secteur secondaire			Secteur tertiaire			Taxes nettes sur les produits		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
		Estim.	Prev		Estim.	Prev		Estim.	Prev		Estim.	Prev
Cameroun	0,8	-0,1	0,8	0,9	0,1	1,0	1,6	-0,9	0,9	0,5	-0,1	0,3
République Centrafricaine	-0,1	1,2	-0,6	0,5	-0,9	-1,6	2,4	1,6	-4,2	-0,1	-0,4	-1,5
Congo	0,9	-3,8	-2,5	1,1	-0,3	0,4	-2,3	-1,6	0,0	0,0	-0,2	0,1
Gabon	3,5	1,1	1,2	0,8	-1,9	1,1	-0,9	-0,1	-1,0	0,5	0,0	0,3
Guinée Equatoriale	-3,0	-0,1	-2,2	-3,1	-2,8	4,4	1,5	-2,8	0,4	0,1	-0,1	0,1
Tchad	1,1	1,7	2,0	1,9	-0,7	0,4	-0,6	-1,7	0,0	0,3	0,0	0,1
CEMAC	1,1	-0,4	0,3	0,5	-0,6	1,1	0,2	-1,2	0,4	0,3	0,1	0,1

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.2 Prix

En moyenne annuelle, l'inflation s'est hissée à 2,4 % à fin décembre 2020 contre 1,9 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 0,5 % à fin 2019 à 1,9 % en décembre 2020, après un pic à 3,6 % en juillet 2020. Comparativement à ses principaux partenaires, au terme du 4^{ème} trimestre 2020, la CEMAC a enregistré des différentiels d'inflation² défavorables, à l'exception de l'UEMOA et du Nigeria. Ainsi, la situation au 31 décembre 2020, en glissement annuel, se présente comme suit : Zone Euro (2,2 %), France (2,7 %), Etats-Unis (0,5 %), Nigeria (- 13,9 %), et UEMOA (0,4 %). Le taux d'inflation sous-jacente en glissement annuel, mesuré par la variation de l'indice sous-jacent³, s'est hissé à 2,1 % à fin décembre 2020, après 0,9 % au 4^{ème} trimestre 2019. En moyenne annuelle, l'inflation sous-jacente a progressé à 2,5 % à fin décembre 2020, contre 1,3 % un an auparavant.

Concernant les prévisions d'inflation, les services de la Banque tablent sur une poussée des tensions inflationnistes à fin mars 2021. En effet, le taux d'inflation se hisserait à 2,8 % en moyenne annuelle et à 2,3 % en glissement annuel, contre respectivement 1,5 % et 1,9 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation s'élèverait à 3,0 % en moyenne annuelle, en relation avec la consolidation de la demande intérieure face à une offre locale qui serait davantage contrainte.

L'analyse de l'inflation suivant les contributions des différentes fonctions de consommation montre que, sur la période sous revue, l'évolution du niveau général des prix a été fortement impactée à fin décembre 2020 par la contribution des fonctions : « *produits alimentaires et boissons non alcoolisées* » (1,1 point contre 0,5 point en décembre 2019) et « *transports* » (0,3 point, contre 0,2 point un an plus tôt).

²Le différentiel d'inflation est dit défavorable lorsque l'inflation enregistrée dans la CEMAC est supérieure à celle du pays partenaire, ou en d'autres termes, lorsque l'écart d'inflation est positif.

³Calculé par la méthode des doubles pondérations qui discrimine les fonctions de consommation les plus instables.

T6. Taux d'inflation sur les 12 derniers mois

Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation

	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Cameroun	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4
RCA	2,7	2,2	1,7	1,3	0,9	1,1	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,6	2,1
Congo	2,2	2,3	2,5	2,5	2,7	2,9	2,9	2,8	2,7	2,6	2,4	2,1	1,8
Gabon	2,1	1,7	1,4	1,1	1,0	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,6	1,7
Guinée Equatoriale	1,5	1,7	1,8	2,0	2,5	3,0	3,7	4,4	4,9	5,4	5,4	5,2	4,9
Tchad	- 1,0	- 4,9	- 3,5	- 1,6	0,3	0,1	0,5	1,1	2,0	2,7	3,4	4,1	4,5
CEMAC*	1,9	1,7	1,6	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4
UEMOA	- 0,5	- 0,4	- 0,3	- 0,2	0,0	0,2	0,4	0,5	0,8	1,1	1,3	1,6	1,8
Zone Euro	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3
France	1,2	1,3	1,3	1,1	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2	0,0	- 0,2
Etats Unis	1,8	1,9	2,0	1,9	1,8	1,6	1,6	1,5	1,5	1,4	1,4	1,3	1,2

Sources : FMI, Administrations Nationales et BEAC

Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation

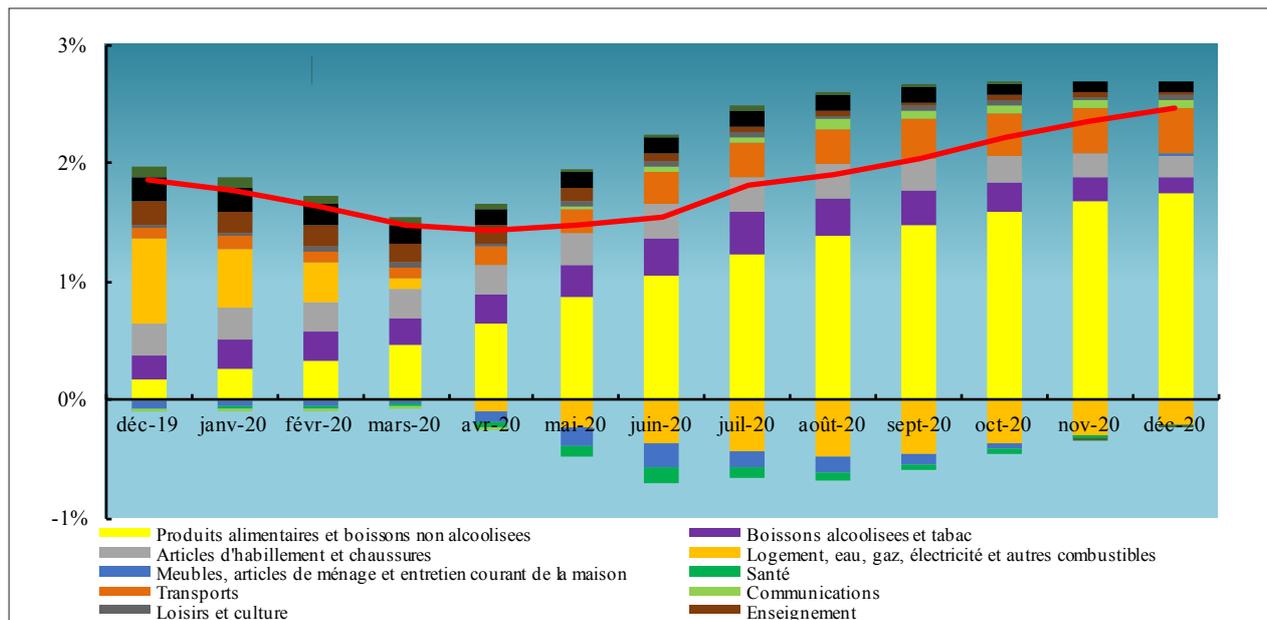
	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Cameroun	2,4	2,8	2,6	2,5	2,7	2,4	2,4	2,6	2,6	2,4	2,1	1,9	1,9
RCA	- 2,8	- 0,9	- 0,8	0,4	0,2	4,6	5,0	3,3	2,7	1,9	2,6	2,8	2,9
Congo	3,8	2,7	2,8	2,6	4,3	3,9	2,0	1,4	1,0	1,0	0,8	- 1,0	0,0
Gabon	1,0	0,8	1,0	0,6	1,1	1,7	2,1	2,4	2,1	2,2	2,1	2,1	1,6
Guinée Equatoriale	4,3	5,1	5,0	5,4	6,1	6,8	7,4	7,2	6,2	5,9	2,4	1,4	0,7
Tchad	- 1,7	1,0	3,2	4,7	6,3	3,5	3,0	5,3	8,5	5,2	5,5	4,6	3,1
CEMAC*	0,5	1,4	1,8	1,9	2,7	2,5	2,7	3,6	3,5	2,8	2,5	2,1	1,9
UEMOA	- 0,5	0,8	1,6	1,4	1,6	1,8	1,8	0,9	2,5	2,5	2,4	2,5	2,3
Zone Euro	1,3	1,4	1,2	0,7	0,3	0,1	0,3	0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3
France	1,6	1,0	0,9	0,0	- 0,4	- 0,3	- 0,5	0,1	- 0,5	- 0,7	- 0,7	- 0,5	- 0,8
Etats Unis	2,3	2,5	2,3	1,5	0,3	0,1	0,6	1,0	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4

Sources : FMI, Administrations Nationales et BEAC

T7. Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation

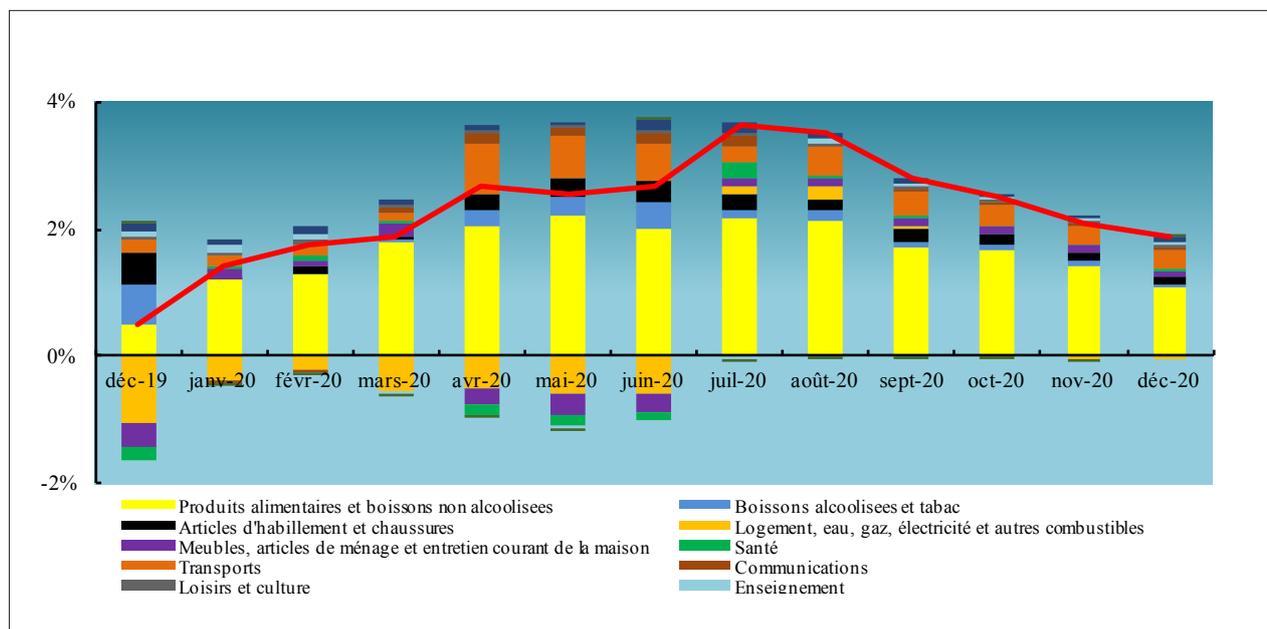
POSTES DE CONSOMMATION	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août20	sept20	oct20	nov20	déc20	Moy. Ann.*	Gil. Ann.**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	118,7	118,8	119,8	120,6	121,7	122,6	122,7	123,1	124,0	122,8	122,8	122,2	122,2	4,6 %	2,9 %
Boissons alcoolisées et tabac	123,7	126,0	126,1	126,1	125,9	125,9	126,1	127,0	127,4	126,3	126,3	126,4	126,6	5,3 %	1,9 %
Articles d'habillement et chaussures	117,7	117,3	117,3	117,0	117,4	117,8	118,5	118,9	118,9	118,9	119,0	119,3	119,4	2,1 %	1,4 %
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	124,0	124,1	125,1	124,9	125,8	125,0	125,0	124,2	124,8	123,6	123,9	123,9	123,9	-1,4 %	-0,1 %
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	117,2	118,0	118,1	118,3	118,0	118,6	119,1	119,4	119,4	119,8	119,7	119,7	119,7	0,5 %	2,1 %
Santé	116,9	117,1	117,1	117,0	117,0	117,0	117,2	117,1	117,1	117,1	117,3	117,3	117,5	0,0 %	0,5 %
Transports	126,4	126,1	126,5	127,5	130,9	129,6	129,5	130,2	130,5	130,1	129,6	129,8	130,1	3,7 %	2,9 %
Communications	93,3	93,5	93,6	93,3	94,8	94,8	94,9	94,8	94,8	94,9	95,2	95,8	95,0	2,5 %	1,9 %
Loisirs et culture	114,8	115,0	115,0	115,0	115,8	115,7	116,2	115,7	115,8	116,0	116,0	116,1	116,1	1,5 %	1,1 %
Enseignement	136,0	136,2	136,1	136,1	136,2	136,2	136,2	136,3	136,3	137,8	137,5	138,1	138,3	0,8 %	1,7 %
Restaurants et hôtels	130,3	130,8	131,1	131,1	130,8	130,8	131,6	131,9	131,9	131,6	131,9	132,1	132,4	1,6 %	1,6 %
Biens et services divers	121,9	120,8	121,1	121,0	121,4	121,3	122,1	121,7	121,8	122,1	122,3	122,4	122,5	-0,3 %	0,5 %
Indice général national	120,3	120,3	120,9	121,3	122,2	122,4	122,6	122,8	123,2	122,6	122,6	122,5	122,5	2,4 %	1,9 %
Produits locaux	120,3	120,3	120,9	121,3	122,2	122,4	122,6	122,8	123,2	122,6	122,6	122,5	122,5	-	1,9 %
Produits importés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Indice hors alimentation	121,2	121,3	121,6	121,7	122,6	122,3	122,6	122,6	122,8	122,5	122,5	122,7	122,8	1,1 %	1,3 %
Indice hors Transports	116,8	116,9	117,2	117,2	117,9	117,9	118,2	118,1	118,3	118,3	118,3	118,5	118,4	0,9 %	1,4 %
Indice hors alimentation et transports	120,2	120,4	120,7	120,6	121,0	120,9	121,3	121,1	121,3	121,1	121,2	121,4	121,4	0,6 %	1,0 %
Indice sous-jacent	116,5	116,5	117,0	117,3	117,9	118,4	118,8	119,1	119,5	119,1	119,1	119,0	118,9	2,5 %	2,1 %

G11. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (en moyenne annuelle)



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

G12. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation dans la CEMAC (en glissement annuel)



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

3. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPETITIVITE

3. Balance des paiements

L'évolution du solde du compte des transactions courantes des pays membres de la CEMAC s'est traduite en 2020, par un accroissement du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, qui est passé de 3,5 % du PIB en 2019 à 5,4 % du PIB un an plus tard (- 2,0 points). Ce creusement a principalement résulté de l'effet conjugué de la faiblesse de la demande mondiale et des cours du pétrole ainsi que des perturbations des chaînes d'approvisionnement des produits dans les pays fournisseurs de la CEMAC, en raison de la crise de la COVID- 19. Par pays, la situation des opérations avec l'extérieur s'est dégradée au Tchad (- 14,7 % du PIB, contre - 9,7 % du PIB en 2019), en République Centrafricaine (- 7,2 % du PIB, contre -6,5 % du PIB en 2019), au Gabon (- 6,1 % du PIB, contre - 2,6 % du PIB en 2019), au Cameroun (- 4,9 % du PIB, contre - 4,4 % du PIB en 2019) et en Guinée Equatoriale (- 4,2 % du PIB, contre - 0,9 % du PIB en 2019). En revanche, le déficit s'est contracté au Congo (- 0,3 % du PIB, après - 0,8 % du PIB en 2019).

De manière plus détaillée, la dégradation du compte courant a résulté de la chute des exportations pétrolières (contribution de - 9,0 points) et non pétrolières (- 1,3 point). Cette dynamique a été contrebalancée par les importations (2,7 points) ainsi que les services (3,3 points) et les revenus (2,2 points). En particulier, l'on a observé une forte baisse des exportations de pétrole brut (- 40,1 % en 2020 à 6 864,7 milliards), un repli des exportations de nombreux produits notamment le gaz (- 39,9 % en 2020 à 658,3 milliards), l'aluminium (- 13,4 % à 54,1 milliards) et le bois (- 10,5 % à 831,1 milliards), en dépit d'une progression favorable des exportations de coton (22,8 % en 2020 à 170,5 milliards).

Les prix à l'importation se sont contractés de -15,8 % en 2020 (contre 2,1 % en 2019), alors que ceux des exportations ont reculé - 32,5 % (contre - 2,8 % en 2019). Ainsi, les termes de l'échange ont reculé de 19,8 % en 2020, contre une baisse de 4,7 % en 2019.

En définitive, la balance des paiements globale est devenue déficitaire de 1 498,6 milliards (- 2,9 % du PIB), contre 0,2 % du PIB en 2019 (3,1 % du PIB), en raison du recul des investissements directs étrangers (- 1,0 point), du solde du compte courant (- 1,7 point) et des autres capitaux à court terme (- 0,4 point). Le déficit de la balance des paiements a grevé le stock de réserves officielles de 672,9 milliards. Le reste a été financé en partie par des allègements de dette s'élevant à 803,1 milliards.

T8 : Soldes de la balance des paiements (en % du PIB)

	Solde des transactions courantes			Solde du compte de capital et d'opérations financières			Solde global		
	2019	2020	2021 Prév	2019	2020	2021 Prév	2019	2020	2021 Prév
Cameroun	- 4,4	- 4,9	- 3,9	5,1	3,1	3,8	0,7	- 1,9	- 0,1
République centrafricaine	- 6,5	- 7,2	- 9,6	6,6	9,5	9,9	- 1,1	0,7	0,3
Congo	- 0,8	- 0,3	- 0,7	0,4	4,2	1,9	1,3	7,6	1,2
Gabon	- 2,6	- 6,1	0,3	2,3	5,4	1,6	0,2	- 1,2	1,7
Guinée Equatoriale	- 0,9	- 4,2	- 6,6	1,0	6,8	7,0	- 2,1	4,3	0,4
Tchad	- 9,7	- 14,7	- 10,9	7,0	11,0	10,7	0,3	- 1,4	0,5
CEMAC	- 3,5	- 5,4	- 4,1	3,7	5,2	4,6	0,2	- 2,9	0,4

Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

T9 : Solde de la balance commerciale

	Exportations (variation en %)			Importations (variation en %)			Balance commerciale (en milliards de FCFA)		
	2019	2020	2021 Prev	2019	2020	2021 Prev	2019	2020	2021 Prev
Cameroun	12,9	- 24,6	18,4	16,8	- 16,1	10,5	- 431,6	- 637,3	- 512,1
République centrafricaine	- 5,2	4,6	- 12,5	3,4	1,7	2,3	- 250,5	- 252,6	- 269,9
Congo	0,9	- 38,0	18,9	4,5	- 20,8	8,1	3 315,0	1 712,1	2 207,4
Gabon	7,4	- 26,3	31,1	8,1	- 9,0	8,3	1 833,4	1 032,0	1 737,1
Guinée Equatoriale	- 16,5	- 38,5	34,9	- 22,0	- 30,4	43,5	1 507,9	820,3	1 025,8
Tchad	8,5	- 32,7	35,7	8,8	1,6	6,6	241,3	- 288,5	- 3,5
CEMAC	1,4	- 31,9	23,4	5,1	- 13,9	11,7	6 400,5	2 570,3	4 177,7

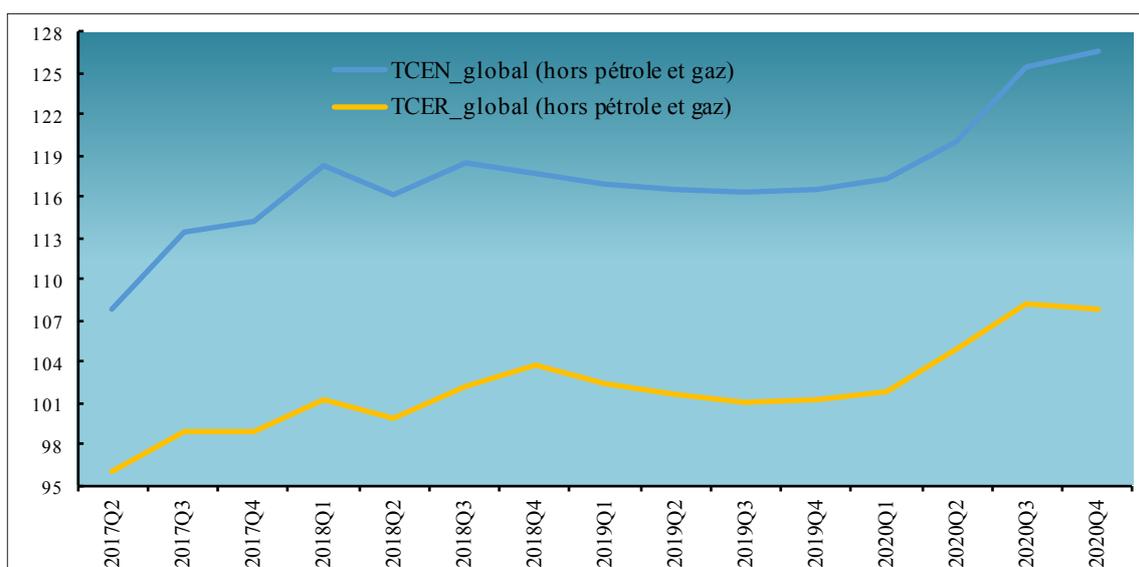
Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

3.2 Compétitivité

Le TCER global a baissé de 0,4 % au 4^{ème} trimestre 2020 en variation trimestrielle, après une hausse de 3,1 % le trimestre précédent. Ce regain de compétitivité de la CEMAC s'explique par la moindre variation du taux de change nominal et d'une inflation moins élevée dans la sous-région. En outre, l'on note une amélioration de la compétitivité sur le front des exportations (- 0,4 %) et des importations (- 0,4 %). De Q2/2017 à Q4/2020, le TCER (hors pétrole et gaz) est inférieur au TCEN (hors pétrole et gaz), indiquant un niveau d'inflation plus élevé dans la sous-région, par rapport aux principaux partenaires et fournisseurs (graphique 19). En moyenne sur la période⁴, l'indice des prix à la consommation des pays de la CEMAC s'est situé à 114,25 (+ 7,97 %) contre 111,15 (+ 6,12 %) pour le Royaume-Uni, 106,96 (4,99 %) pour les Etats-Unis, 105,87 (+ 3,05 %) pour la zone euro, 105,41 (+ 0,75 %) pour le Japon et 99,60 (+8,82 %) pour la Chine.

En outre, l'analyse du TCER entre le T3/2020 et le T4/2020, fait ressortir une appréciation du franc CFA sur la période par rapport aux monnaies de la majorité des principaux partenaires commerciaux, en particulier chez ses concurrents. Ainsi, le TCEN s'est inscrit en hausse de 1,0 % au T4/2020, contre une hausse de 4,5 % le trimestre précédent. En terme réel, le franc CFA s'est apprécié sur la période par rapport au yuan (- 2,4 %) et à la livre sterling (- 0,9 %), tandis qu'il s'est déprécié par rapport au dollar (+ 1,9 %) et à l'euro (+ 0,1 %).

G13. Evolution du TCER/TCEN



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

⁴De mars 2017 à décembre 2020

En termes de contributions à la variation du TCER global de la CEMAC au T4/2020, celle du TCER des exportations a été de - 0,1 % et celle des importations de - 0,4 % . L'évolution du TCER des exportations, entre le T3/2020 et le T4/2020 montre une dépréciation de l'ordre de 0,4 % (graphique 18), en raison du différentiel d'inflation favorable de la CEMAC (- 3,8 %) par rapport aux principaux concurrents, en dépit d'une appréciation du TCEN des exportations (+ 0,1 %). Malgré le niveau élevé de l'indice dans la CEMAC par rapport à ses concurrents, sa variation demeure inférieure à celle de ses concurrents. Les pays de la CEMAC ont un indice moyen des prix à la consommation de 118,60 au T4/2020 contre 118,52 au T3/2020 (+ 0,06 %), tandis que la Chine avait 103,08 au T4/2020, après 102,96 au T3/2020 (+ 0,12 %). L'évolution du TCER des importations a baissé de 0,4 % au T4/2020, après 3,3 % au T3/2020. Ceci témoigne d'un gain de compétitivité sur le front des importations, induit par d'une part, la dépréciation du TCEN des importations (- 0,2 %) et du faible niveau d'inflation des pays de la CEMAC par rapport aux principaux fournisseurs, à l'exception de l'Allemagne, l'Afrique du Sud, les Pays-Bas et la France.

En définitive, au T4/2020, la compétitivité-prix des économies de la CEMAC s'est améliorée, contrairement au T3/2020 et au T2/2020 où elle s'était dégradée, sous l'effet notamment de la dépréciation du TCER des importations. Par ailleurs, le niveau d'inflation enregistré dans la CEMAC demeure toujours à un niveau bas par rapport à ses principaux fournisseurs, ce qui a permis d'atténuer les effets d'une forte appréciation du TCEN des importations.

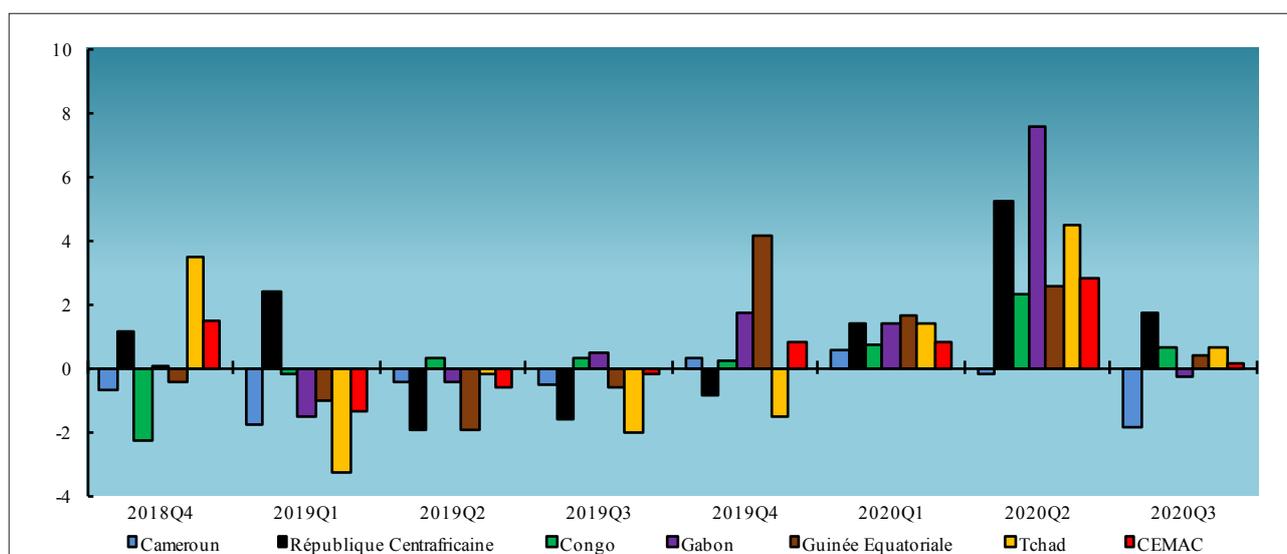
T10 : Compétitivité (variations en %)

	TCER composite ^(*)				TCER des exportations				TCER des importations			
	2020Q1	2020Q2	2020Q3	2020Q4	2020Q1	2020Q2	2020Q3	2020Q4	2020Q1	2020Q2	2020Q3	2020Q4
Cameroun	0,5	- 0,1	7,4	0,1	1,0	0,2	8,3	0,7	0,3	- 0,4	6,8	- 0,2
République centrafricaine	1,4	5,2	0,6	- 0,2	1,5	6,1	2,1	0,7	1,4	4,9	0,2	- 0,4
Congo	0,0	3,3	0,6	0,5	0,5	4,2	1,8	1,5	- 0,1	3,0	0,3	0,2
Gabon	1,5	7,9	2,2	- 1,7	2,3	12,2	1,6	- 2,4	0,1	1,0	3,2	- 0,6
Guinée Equatoriale	1,6	2,6	2,8	4,6	1,7	3,6	3,4	5,2	1,4	0,9	1,9	3,7
Tchad	1,4	4,4	2,9	- 2,6	1,5	4,9	2,9	- 2,8	1,3	4,1	2,9	- 2,5
CEMAC	0,7	2,9	3,1	-0,4	1,1	5,5	2,7	-0,4	0,6	2,0	3,3	-0,4

(*) Cotation du FCFA par rapport aux autres monnaies.

Source : BEAC

G14. Evolution de l'indice composite du TCER



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

4. SECTEUR PUBLIC

4. Finances publiques et endettement

La situation des finances publiques dans la CEMAC s'est dégradée en 2020, sous les effets de la crise sanitaire qui ont impacté sensiblement l'activité, mettant à mal les trois années d'effort des pays de la CEMAC dans le cadre des programmes d'ajustement signés ou en cours de négociation avec le FMI. Cette situation a par ailleurs été appuyée par la baisse des revenus tirés des hydrocarbures, suite au recul des cours du pétrole brut sur les marchés mondiaux et de la production dans les pays producteurs. Ainsi, le déficit du solde budgétaire base engagement, dons compris, s'est creusé à - 2,9 % du PIB en 2020, après - 0,1 % du PIB en 2019, soit une variation de - 2,8 points.

Le déficit du solde budgétaire base engagement, dons compris, s'est creusé à - 2,9 % du PIB en 2020, après - 0,1 % du PIB en 2019 (+ 2,8 points). Par pays, le déficit est réapparu en Guinée Equatoriale (-3,2 % du PIB, contre 1,8 % du PIB en 2019), au Gabon (- 3,0 % du PIB, contre 1,4% du PIB en 2019), au Congo (-1,6 % du PIB, après 5,3 % du PIB en 2019) et en République Centrafricaine (- 1,2 % du PIB, contre 1,4 % du PIB en 2019). En revanche, les déficits se sont contractés au Tchad (- 0,4 % du PIB, contre - 0,6 % du PIB en 2019) et se sont accrus au Cameroun pour s'établir à - 3,9 % du PIB, contre - 3,2 % du PIB en 2019. La dégradation de la situation des finances publiques des pays de la sous-région a entraîné une pression sur les Etats, qui ont dégagé un besoin de financement global de 4 768,5 milliards, couvert par des tirages de 1 194,0 milliards, des allègements de dette extérieure de près de 803,1 milliards, et des ressources monétaires nettes de l'ordre de 1 593,4 milliards et non monétaires de 580,3 milliards. Ces ressources leur ont permis d'apurer des arriérés de paiement de 1 147,6 milliards, d'amortir la dette extérieure à hauteur de 1 555,5 milliards après avoir comblé un déficit de 2 065,4 milliards.

T11 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Solde budgétaire global, base engagements, dons compris			Recettes globales			Dépenses globales		
	2019	2020	2021 Prev	2019	2020	2021 Prev	2019	2020	2021 Prev
Cameroun	- 3,2	- 3,9	- 1,8	15,4	13,7	14,5	12,4	12,1	11,0
République Centrafricaine	1,4	- 1,2	- 3,7	61,2	71,1	75,4	48,6	62,8	58,9
Congo	5,3	- 1,6	2,1	24,2	19,9	24,6	16,5	19,5	18,3
Gabon	1,4	- 3,0	2,3	22,1	18,0	21,8	15,5	17,9	14,9
Guinée Equatoriale	1,8	- 3,2	- 1,1	18,5	15,2	15,9	11,5	13,5	12,7
Tchad	- 0,6	- 0,4	- 0,2	12,5	14,9	14,4	9,9	13,2	11,2
CEMAC	- 0,1	- 2,9	- 0,4	0,0	15,4	17,0	13,1	14,3	12,9

Sources : Administrations nationales et BEAC

T12 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Encours de la dette extérieure (en % du PIB)			Service de la dette exté- rieure (en % des Xbsnf)			Service de la dette extérieure (en % des recettes budgétaires)		
	2019	2020	2021 Prév	2019	2020	2021 Prév	2019	2020	2021 Prév
Cameroun	28,2	31,2	32,1	10,9	14,1	12,7	14,0	15,6	14,2
République Centrafricaine	24,0	24,1	28,3	3,6	4,2	0,6	6,6	7,3	3,9
Congo	62,1	74,8	63,6	19,3	13,4	15,5	53,6	36,1	36,2
Gabon	37,1	43,0	38,5	10,3	29,8	10,3	19,0	56,2	18,7
Guinée Equatoriale	10,1	10,5	8,6	4,7	8,2	6,8	12,0	19,8	17,9
Tchad	25,1	25,4	24,6	7,8	11,1	9,6	16,5	14,0	15,2
CEMAC	32,1	35,4	33,5	10,6	15,6	11,8	20,3	26,1	19,7

Sources : Administrations nationales et BEAC

5. MONNAIE ET CREDIT

Monnaie et crédit

L'évolution de la masse monétaire de la CEMAC et de ses contreparties, en glissement annuel, à fin décembre 2020 a été marquée par :

- un repli des avoirs extérieurs nets de la CEMAC de 29,5 %. Cette dynamique provient de la contraction des avoirs extérieurs (-5,3 %) consécutive au recul des exportations de biens et de services plus prononcé que celui des importations, et de la progression des engagements extérieurs du système monétaire (23,6 %) en raison des appuis budgétaires du FMI, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les réserves de change se sont situées à 4 193,2 milliards à fin décembre 2020, contre 4 348,3 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,7 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est revenu de 67,22 % en décembre 2019 à 64,00 % un an plus tard ;
- une expansion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 42,5 % à 6 310,6 milliards, du fait des tirages effectués sur les fonds d'urgence de soutien à la lutte contre la COVID-19 fournis par le FMI et de l'intensification des émissions de titres publics par les États ;
- une hausse des crédits à l'économie, qui sont passés de 7 815,3 milliards à 8 212,0 milliards (+5,1 %). Cette évolution est liée à celle des concours aux institutions financières non monétaires (3,1 points de pourcentage), aux entreprises publiques non financières (contribution de 1,8 point de pourcentage) et au secteur privé non financier (0,2 point de pourcentage) ;

En définitive, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) se sont accrues de 10,7 % pour s'établir à 13 493,5 milliards à fin décembre 2020 contre 12 184,7 milliards un an auparavant. En termes de contributions, les créances nettes sur les États et les crédits à l'économie ont eu une influence positive sur l'évolution de la masse monétaire au sens large (M2) à hauteur respectivement de 15,4 points et 3,3 points. Les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement à cette évolution (-6,4 points) tandis que la contribution des ressources non monétaires a été de - 1,6 point. Toutes les composantes ont contribué positivement à l'expansion de la masse monétaire, avec 2,7 points pour la monnaie fiduciaire, 3,8 points pour la monnaie scripturale et 4,2 points pour les dépôts à terme monétaires.

T13 : Agrégats de monnaie et de crédit (en millions de FCFA)

CEMAC	2020												
	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Avoirs extérieurs nets	2 654 148	2 740 884	2 884 831	2 863 445	2 912 064	3 051 165	2 846 390	2 579 156	2 350 083	2 400 258	2 174 779	2 082 668	1 871 431
 dont BEAC	2 716 967	2 822 338	2 925 555	2 868 152	2 958 261	3 072 932	2 894 161	2 669 439	2 428 076	2 509 427	2 303 719	2 176 872	1 980 411
 Créances nettes sur l'Etat	4 428 480	4 491 535	4 430 282	4 674 781	4 573 395	4 655 740	5 053 924	5 086 714	5 423 572	5 321 671	5 809 440	5 801 601	6 310 614
 Crédits à l'économie	7 815 350	7 822 625	7 759 948	7 785 631	7 684 958	7 657 879	7 610 792	7 657 263	7 693 275	7 797 049	7 912 538	8 038 761	8 211 988
 Crédits à court terme	4 527 432	4 562 921	4 517 520	4 537 829	4 478 460	4 466 122	4 403 090	4 460 381	4 470 250	4 407 449	4 457 984	4 552 762	4 643 238
 Crédits à moyen terme	3 087 627	3 059 402	3 050 893	3 056 358	3 011 596	2 999 596	3 009 107	2 999 638	3 002 207	3 153 459	3 238 622	3 284 110	3 361 697
 Crédits à long terme	200 291	200 302	191 535	191 444	194 902	192 161	198 595	197 244	220 818	236 141	215 932	201 889	207 053
 Masse monétaire (M2)	12 184 722	12 300 055	12 353 327	12 325 496	12 452 043	12 554 871	12 699 256	12 739 813	12 779 864	12 831 462	13 007 864	13 084 246	13 493 517
 Monnaie fiduciaire	2 784 272	2 722 884	2 712 214	2 791 271	2 791 895	2 825 188	2 815 010	2 873 942	2 859 944	2 866 479	2 916 493	2 968 894	3 115 683
 Monnaie scripturale	6 052 021	6 174 736	6 229 525	6 071 949	6 136 837	6 189 757	6 342 064	6 290 318	6 325 935	6 374 950	6 453 576	6 434 679	6 514 034
 Quasi-monnaie	3 348 429	3 402 435	3 411 588	3 462 276	3 523 371	3 539 926	3 542 182	3 575 553	3 593 985	3 590 033	3 637 795	3 680 673	3 863 800
 Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	67,22	69,58	70,67	69,00	70,10	70,47	70,42	68,69	67,83	67,71	66,91	65,52	64,00

Source : BEAC

T14 : Agrégats de monnaie et de crédit (en glissement annuel)

CEMAC	2020												2019												
	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19	
Avoirs extérieurs nets	12,5 %	30,2 %	15,5 %	14,6 %	14,9 %	3,1 %	- 5,6 %	- 13,8 %	- 3,5 %	- 6,4 %	- 10,7 %	- 29,5 %	5,8 %	30,2 %	15,5 %	14,6 %	14,9 %	3,1 %	- 5,6 %	- 13,8 %	- 3,5 %	- 6,4 %	- 10,7 %	- 29,5 %	
dont BEAC	18,8 %	29,3 %	15,6 %	17,0 %	14,9 %	1,3 %	- 3,0 %	- 12,1 %	- 1,9 %	- 4,9 %	- 10,7 %	- 27,1 %	14,2 %	29,3 %	15,6 %	17,0 %	14,9 %	1,3 %	- 3,0 %	- 12,1 %	- 1,9 %	- 4,9 %	- 10,7 %	- 27,1 %	
Créances nettes sur l'Etat	27,7 %	14,8 %	23,0 %	19,4 %	20,7 %	32,4 %	28,4 %	35,6 %	29,6 %	35,7 %	32,8 %	42,5 %	31,6 %	14,8 %	23,0 %	19,4 %	20,7 %	32,4 %	28,4 %	35,6 %	29,6 %	35,7 %	32,8 %	42,5 %	
Crédits à l'économie	- 1,6 %	0,9 %	0,9 %	0,4 %	0,5 %	- 0,4 %	0,5 %	- 0,2 %	1,5 %	2,3 %	3,5 %	5,1 %	- 3,6 %	0,9 %	0,9 %	0,4 %	0,5 %	- 0,4 %	0,5 %	- 0,2 %	1,5 %	2,3 %	3,5 %	5,1 %	
Crédits à court terme	- 4,3 %	- 0,1 %	- 0,3 %	- 0,6 %	0,0 %	- 1,3 %	0,1 %	- 0,3 %	- 0,1 %	0,2 %	1,3 %	2,6 %	- 8,0 %	- 0,1 %	- 0,3 %	- 0,6 %	0,0 %	- 1,3 %	0,1 %	- 0,3 %	- 0,1 %	0,2 %	1,3 %	2,6 %	
Crédits à moyen terme	2,5 %	2,7 %	3,0 %	1,8 %	1,4 %	0,7 %	0,9 %	- 0,9 %	2,6 %	4,8 %	6,7 %	8,9 %	3,5 %	2,7 %	3,0 %	1,8 %	1,4 %	0,7 %	0,9 %	- 0,9 %	2,6 %	4,8 %	6,7 %	8,9 %	
Crédits à long terme	2,7 %	- 1,0 %	- 3,4 %	- 0,4 %	- 2,5 %	3,7 %	4,0 %	13,3 %	20,7 %	13,2 %	5,1 %	3,4 %	2,1 %	- 1,0 %	- 3,4 %	- 0,4 %	- 2,5 %	3,7 %	4,0 %	13,3 %	20,7 %	13,2 %	5,1 %	3,4 %	
Masse monétaire (M2)	8,4 %	10,9 %	8,6 %	8,3 %	8,7 %	9,3 %	7,4 %	5,6 %	7,7 %	10,3 %	8,6 %	10,7 %	6,1 %	10,9 %	8,6 %	8,3 %	8,7 %	9,3 %	7,4 %	5,6 %	7,7 %	10,3 %	8,6 %	10,7 %	
Monnaie fiduciaire	11,5 %	11,1 %	12,7 %	13,3 %	13,9 %	12,3 %	13,1 %	11,7 %	12,3 %	12,5 %	13,9 %	11,9 %	8,3 %	11,1 %	12,7 %	13,3 %	13,9 %	12,3 %	13,1 %	11,7 %	12,3 %	12,5 %	13,9 %	11,9 %	
Monnaie scripturale	9,4 %	15,8 %	10,2 %	8,1 %	6,9 %	8,8 %	3,4 %	0,7 %	5,2 %	9,3 %	5,1 %	7,6 %	8,0 %	10,2 %	8,1 %	6,9 %	6,9 %	8,8 %	3,4 %	0,7 %	5,2 %	9,3 %	5,1 %	7,6 %	
Quasi-monnaie	4,2 %	2,8 %	2,8 %	4,9 %	8,1 %	8,0 %	10,2 %	10,1 %	8,8 %	10,4 %	11,1 %	15,4 %	1,3 %	2,8 %	2,8 %	4,9 %	8,1 %	8,0 %	10,2 %	10,1 %	8,8 %	10,4 %	11,1 %	15,4 %	
Contribution à la croissance de M2 (en point de pourcentage)																									
Avoirs extérieurs nets	1,3	6,0	3,4	3,2	3,4	0,7	- 1,3	- 3,1	- 0,7	- 1,3	- 2,1	- 6,4	1,3	6,0	3,4	3,2	3,4	0,7	- 1,3	- 3,1	- 0,7	- 1,3	- 2,1	- 6,4	
Créances nettes sur l'Etat	9,3	5,1	7,7	6,4	6,9	10,6	9,5	11,8	10,2	13,0	11,9	15,4	9,3	5,1	7,7	6,4	6,9	10,6	9,5	11,8	10,2	13,0	11,9	15,4	
Crédits à l'économie	- 2,5	0,6	0,6	0,2	0,3	- 0,2	0,3	- 0,1	1,0	1,5	2,3	3,3	- 2,5	0,6	0,6	0,2	0,3	- 0,2	0,3	- 0,1	1,0	1,5	2,3	3,3	
Autres postes nets	- 1,9	- 0,8	- 3,1	- 1,6	- 1,9	- 1,8	- 1,1	- 2,9	- 2,7	- 2,9	- 3,5	- 1,5	- 1,9	- 0,8	- 3,1	- 1,6	- 1,9	- 1,8	- 1,1	- 2,9	- 2,7	- 2,9	- 3,5	- 1,5	

Source : BEAC

Sur le *marché monétaire de la CEMAC*, dans un contexte marqué par la reprise des injections actives de la BEAC sur le marché monétaire, en conformité avec les mesures prises par la Banque Centrale pour atténuer l'impact de la crise sanitaire actuelle liée à la COVID-19 sur les économies de la CEMAC, le compartiment interbancaire s'est caractérisé par un léger recul du volume des transactions. En effet, entre novembre 2020 et janvier 2021, le volume cumulé des transactions interbancaires s'est situé à 266,8 milliards (dont 258,1 milliards pour la pension-livrée) contre 295 milliards (dont 283 milliards pour la pension-livrée) entre novembre 2019 et janvier 2020.

Sur le *marché des titres publics*, grâce aux réformes mises en œuvre depuis 2017, le marché des titres publics de la CEMAC s'est considérablement développé. En effet, l'encours de ces titres est passé de 907,7 milliards de FCFA en 2017 à 3 225,2 milliards de FCFA en 2020, soit un triplement des volumes levés en trois ans (l'encours des titres publics dans la CEMAC représente ainsi 54,9 % du PIB régional en novembre 2020). Ce marché constitue désormais l'une des principales sources de financement des Etats de la CEMAC. Ainsi, les sommes substantielles levées en 2020, plus de 1 000 milliards de FCFA, ont permis de financer de nombreux chantiers d'infrastructures et de faire face aux dépenses imprévues induites par les multiples conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19. Le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC s'est progressivement substitué aux avances directes de la BEAC aux Etats et, dans une moindre mesure, aux emprunts extérieurs.

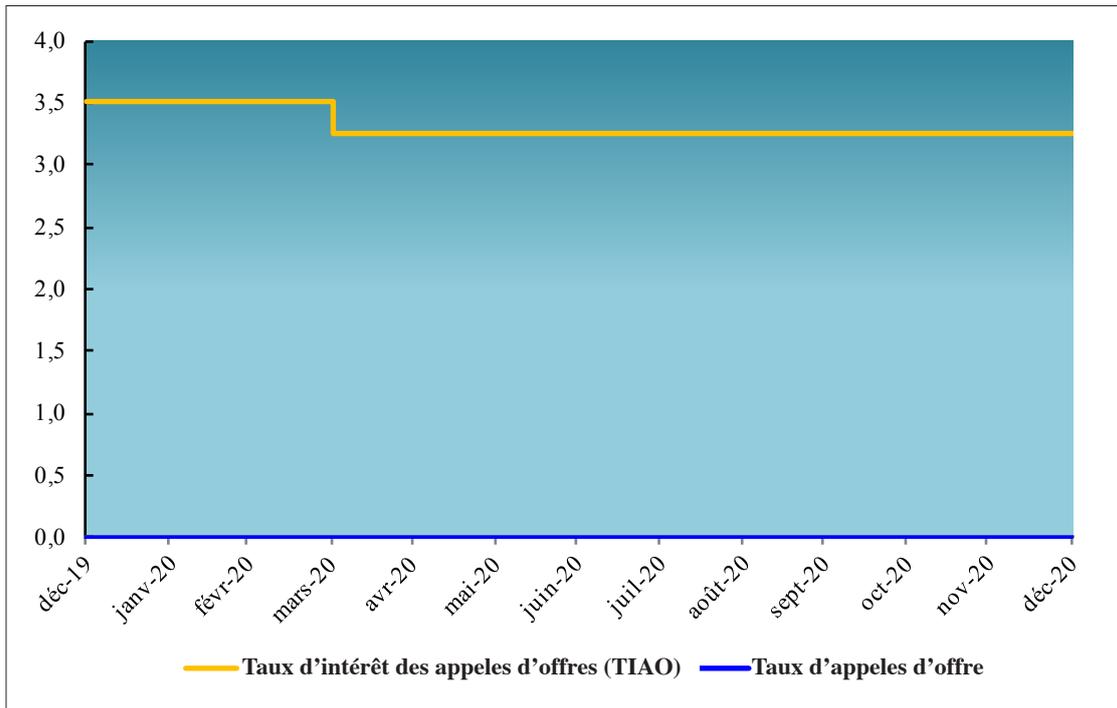
T15 : Taux directeurs de la BEAC

	2019		2020											
	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	3,50	3,50	3,50	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	5,01	4,67	4,75	4,82	4,76	5,26	5,20	4,71	4,40	4,08	3,79	4,68	4,56	
Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	supprimé													
Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	supprimé													
Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	supprimé													
Taux créateur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'intérêt de la zone Euro														
Taux d'appels d'offre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Facilité de dépôts	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50

* Les taux du marché monétaire sont les taux de fin de période

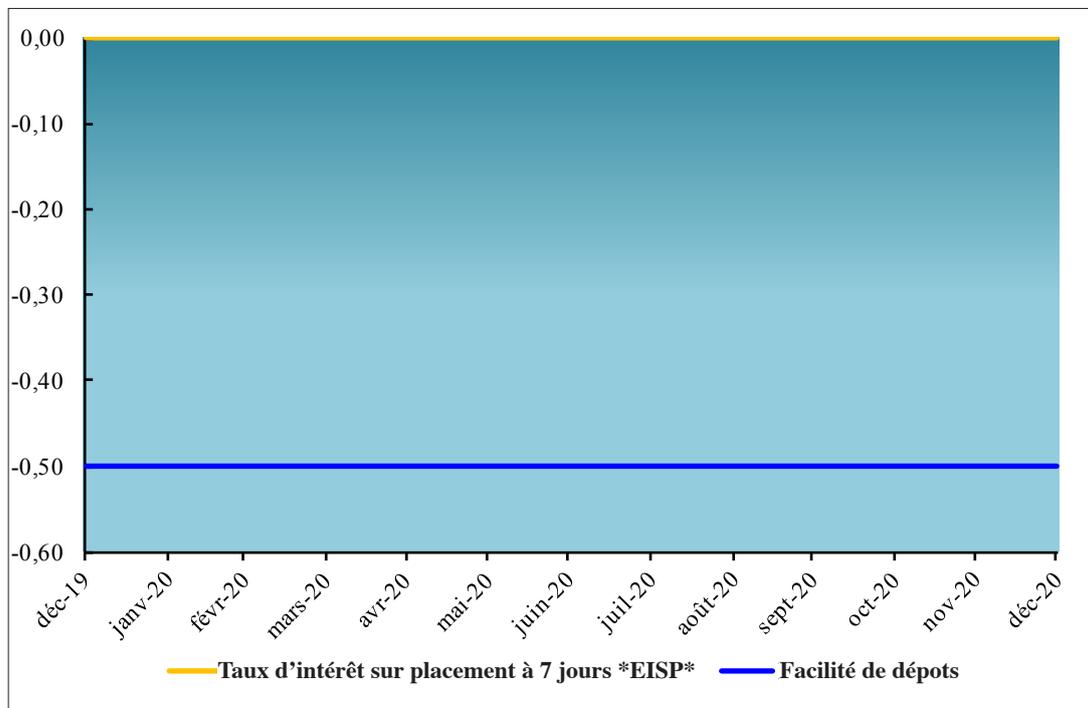
Source : BEAC

G15. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE



Source : BEAC et BCE

G16. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE



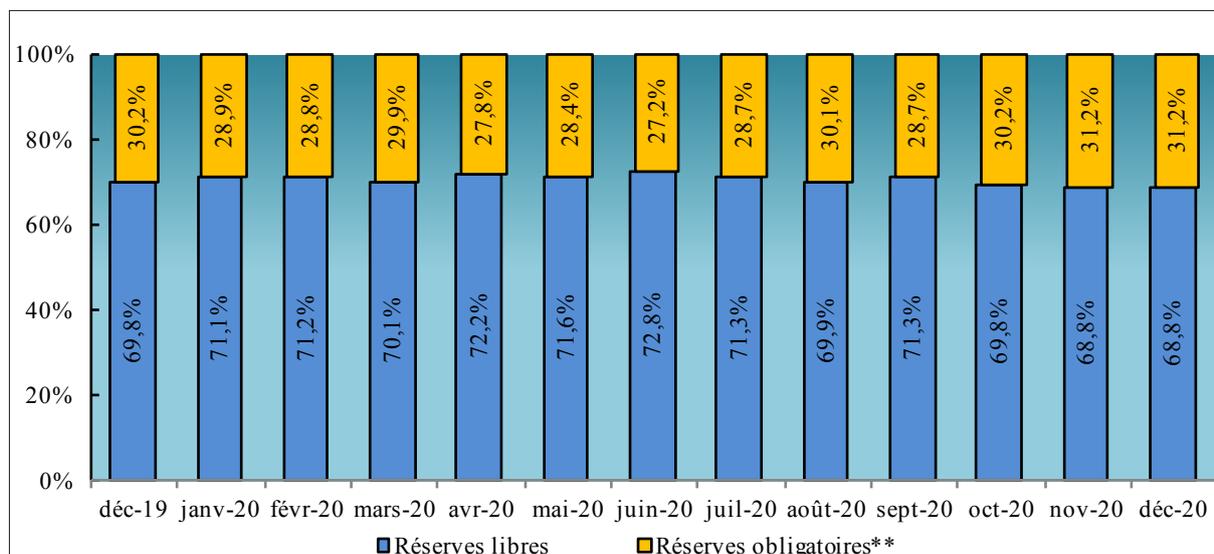
Source : BEAC et BCE

6. Réserves des banques

Sur le marché monétaire de la CEMAC, dans un contexte marqué par la reprise des injections actives de la BEAC sur le marché monétaire, en conformité avec les mesures prises par la Banque Centrale pour atténuer l'impact de la crise sanitaire actuelle liée à la COVID-19 sur les économies de la CEMAC, le compartiment interbancaire s'est caractérisé par un léger recul du volume des transactions. En effet, entre novembre 2020 et janvier 2021, le volume cumulé des transactions interbancaires s'est situé à 266,8 milliards (dont 258,1 milliards pour la pension-livrée) contre 295 milliards (dont 283 milliards pour la pension-livrée) entre novembre 2019 et janvier 2020.

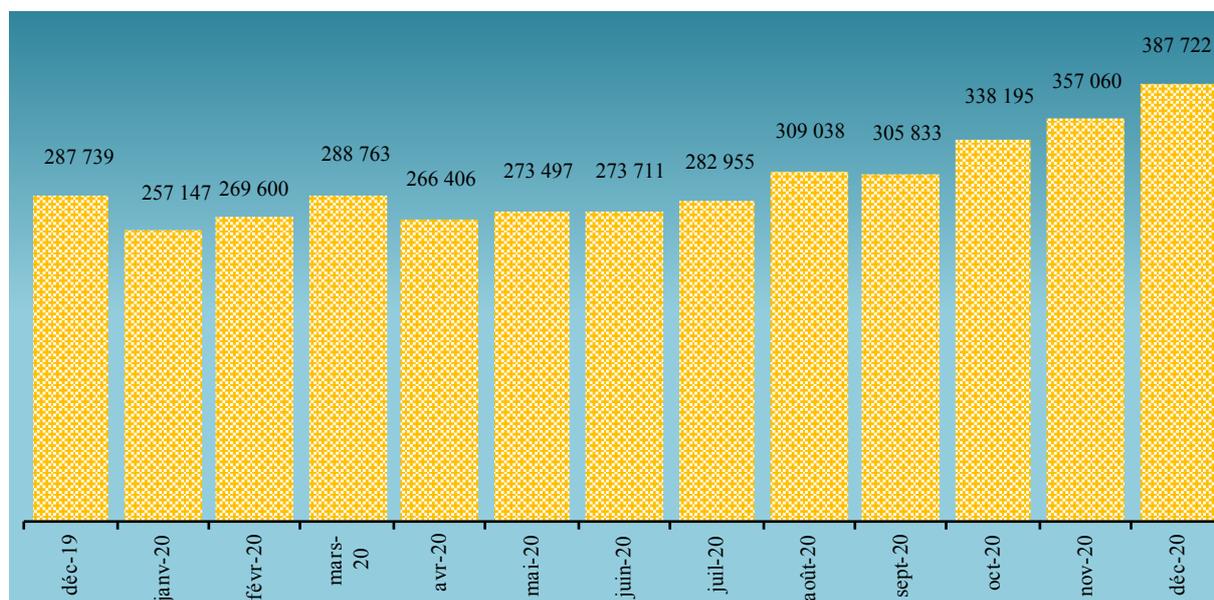
Sur le marché des titres publics, grâce aux réformes mises en œuvre depuis 2017, le marché des titres publics de la CEMAC s'est considérablement développé. En effet, l'encours de ces titres est passé de 907,7 milliards de FCFA en 2017 à 3 225,2 milliards de FCFA en 2020, soit un triplement des volumes levés en trois ans (l'encours des titres publics dans la CEMAC représente ainsi 54,9 % du PIB régional en novembre 2020). Ce marché constitue désormais l'une des principales sources de financement des Etats de la CEMAC. Ainsi, les sommes substantielles levées en 2020, plus de 1 000 milliards de FCFA, ont permis de financer de nombreux chantiers d'infrastructures et de faire face aux dépenses imprévues induites par les multiples conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19. Le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC s'est progressivement substitué aux avances directes de la BEAC aux Etats et, dans une moindre mesure, aux emprunts extérieurs.

G17. Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC



Source : BEAC

G18. Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC



Source : BEAC

7. Situation des réserves de change

Les réserves de change se sont situées à 4 193,2 milliards à fin décembre 2020, contre 4 348,3 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,7 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est revenu de 67,22 % en décembre 2019 à 64,00 % un an plus tard.

Conclusion

La crise sanitaire de la COVID-19 continue de sévir dans le monde entier, et ses ravages sur la croissance économique mondiale demeurent perceptibles. Néanmoins, ses effets diffèrent d'un pays à un autre. Ainsi, dans la CEMAC, cette crise a eu des effets négatifs qui se sont principalement traduits par: i) une dégradation de la croissance à - 2,1 %, contre 2,1 % en 2019 ; ii) un accroissement de l'inflation en moyenne annuel à 2,4 % à fin décembre 2020, contre 1,9 % en 2019 ; iii) un creusement du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, à - 2,9 % du PIB en 2020, contre - 0,1 % du PIB en 2019 ; iv) une dégradation du solde de la balance des transactions courantes - 5,4 % du PIB en 2020, contre 3,5 % du PIB en 2019 ; v) un déficit global de la balance des paiements à - 2,9 % du PIB en 2020, contre un excédent correspondant à 0,2 % du PIB.

Ce BES n°9 retrace dans les grandes lignes les principales évolutions économiques, monétaires et financières dans la CEMAC et la mise à jour des prévisions macroéconomiques effectuée au mois de février 2021 par les services de la BEAC.

Concernant les prévisions d'inflation, les services de la Banque tablent sur une poussée des tensions inflationnistes à fin mars 2021. En effet, le taux d'inflation se hisserait à 2,8 % en moyenne annuelle et à 2,3 % en glissement annuel, contre respectivement 1,5 % et 1,9 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation s'élèverait à 3,0 % en moyenne annuelle, en relation avec la consolidation de la demande intérieure face une offre locale qui serait davantage contrainte.

La situation des finances publiques dans la CEMAC s'est dégradée en 2020, sous les effets de la crise sanitaire qui ont impacté sensiblement l'activité, mettant à mal les trois années d'effort des pays de la CEMAC dans le cadre des programmes d'ajustement signés ou en cours de négociation avec le FMI. Cette situation a par ailleurs été appuyée par la baisse des revenus tirés des hydrocarbures, suite au recul des cours du pétrole brut sur les marchés mondiaux et de la production dans les pays producteurs. Ainsi, le déficit du solde budgétaire base engagement, dons compris, s'est creusé à - 2,9 % du PIB en 2020, après - 0,1 % du PIB en 2019, soit une variation de - 2,8 points.

La balance de la balance des paiements globale est devenue déficitaire de 1 498,6 milliards (- 2,9 % du PIB), contre 0,2 % du PIB en 2019 (3,1 % du PIB), en raison du recul des investissements directs étrangers (- 1,0 point), du solde du compte courant (- 1,7 point) et des autres capitaux à court terme (- 0,4 point). Le déficit de la balance des paiements a grevé le stock de réserves officielles de 672,9 milliards. Le reste a été financé en partie par des allègements de dette s'élevant à 803,1 milliards.

L'évolution de la masse monétaire de la CEMAC et de ses contreparties, en glissement annuel, à fin décembre 2020 a été marquée par un repli des avoirs extérieurs nets de la CEMAC de 29,5 % ; une expansion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 42,5 % à 6 310,6 milliards ; une hausse des crédits à l'économie, qui sont passés de 7 815,3 milliards à 8 212,0 milliards (+ 5,1 %) ; les disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) se sont accrues de 10,7 % pour s'établir à 13 493,5 milliards à fin décembre 2020 contre 12 184,7 milliards.

II. TEST PREVISIONEL DE CONJONCTURE

TEST PREVISIONNEL DE CONJONCTURE DE LA CEMAC AU DEUXIEME TRIMESTRE 2021

Le test prévisionnel de conjoncture est un document trimestriel de nature prospective, basé sur les enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprises, responsables d'administrations et autres acteurs clés des différentes filières et secteurs d'activité de la CEMAC. Il présente les anticipations de ces acteurs sur l'évolution prévisible de l'activité économique sur le prochain trimestre ainsi que les principaux facteurs explicatifs. De ce fait, il fournit des informations précieuses pour ancrer les anticipations des tous les acteurs économiques, chacun dans son domaine d'activité.

La BEAC adresse ses remerciements aux chefs d'entreprises, responsables d'administrations et autres acteurs clés des différentes filières et secteurs d'activité de la CEMAC qui ont accepté de collaborer avec ses services répartis sur l'ensemble de la CEMAC et souhaite pouvoir toujours compter sur leur coopération pour les futures enquêtes.

Légende: Augmentation + ↗ Forte augmentation ++ ↑ Stabilité = → Baisse - ↘
 Forte baisse -- ↓

BRANCHES D'ACTIVITE	Opinions des Informateurs		Tendance par rapport au trimestre précédent	Observations
	2 ^e Trim. 2021 comparé aux :			
	2 ^e Trim.2020	1 ^e Trim.2021		
<u>SYNTHESE</u>	++	=	→	<p>Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par les services de la BEAC montrent que les chefs d'entreprise de la Sous-région anticipent une stagnation de l'activité économique au 2^e trimestre 2021, confirmant la fragilité de la reprise économique dans la CEMAC. L'activité devrait être sensiblement plus vigoureuse qu'au deuxième trimestre 2020. Néanmoins, l'économie de la Sous-région peinerait toujours à retrouver une croissance soutenue à l'horizon du premier semestre 2021. La dégradation de la situation sanitaire au premier trimestre 2021, qui entrainerait un renforcement des mesures de restriction socioéconomiques serait le principal facteur explicatif de la morosité de l'activité attendue dans la Communauté au deuxième trimestre 2021.</p> <p>Le secteur primaire devrait connaître une dynamique contrastée avec une stabilité de l'activité pétrolière, de pêche et d'élevage et une progression favorable de l'agriculture, de la sylviculture et de l'activité gazière. Le secteur secondaire serait également stable, avec toutefois une amélioration sensible de l'activité des BTP. Enfin, dans le tertiaire, l'activité devrait demeurer atone, avec la branche du commerce manquant toujours de vigueur et celle du <i>transport aérien, hôtellerie et restauration</i> pâtissant des effets d'une deuxième vague de la COVID-19, plus virulente que la première.</p>

A		AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE, SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIERE, PÊCHE ET AQUACULTURE			
A.1 Agriculture		+	+	↗	Perspectives en légère hausse, marquées par une bonne tenue des cultures vivrières et de certaines cultures de rente comme le coton, la banane et le caoutchouc.
A.1.1	Cultures vivrières	+	+	↗	Au deuxième trimestre 2021, l'abondance des produits vivriers à cycle court au Cameroun devrait soutenir la branche en lien avec l'arrivée des précipitations, bien que la situation sécuritaire et sanitaire dans certains pays de la Sous-région puisse tempérer cette dynamique.
A.1.2	Cacao	-	-	↘	Baisse des activités en liaison avec la finalisation de la campagne agricole en mars 2021. Le deuxième trimestre de chaque année étant un moment d'entretien des champs cacaoyers en attendant la promulgation du décret d'ouverture de la campagne suivante au mois d'août. Cette dynamique est particulièrement observée en Guinée Equatoriale.
A.1.3	Coton	+	+	↗	En cette période de récolte, les opérateurs sont cependant globalement optimistes, du fait d'une productivité accrue des unités de production, malgré une situation sanitaire préoccupante et un redémarrage poussif de la demande.
A.1.4	Café	-	+	↗	L'activité devrait demeurer globalement morose, bien qu'en légère progression par rapport au trimestre précédent, en lien, entre autres, avec une normalisation de la situation sécuritaire en République Centrafricaine.

A.1.5	Huile de Palme	-	-	↘	Le cycle de production du palmier et des troubles de jouissance des concessions en bail (menaces et intimidations des travailleurs par les riverains) pourraient plomber l'offre d'huile de palme brute au 2 ^{ème} trimestre 2021, en dépit de la fermeté de la demande intérieure.
A.2 Elevage		=	=	→	Les perspectives sont relativement stables, avec une branche qui serait maintenue par la bonne tenue du cheptel tchadien, dont le dynamisme viendrait contrebalancer des perspectives moroses anticipées au Cameroun, en République Centrafricaine et en Guinée Equatoriale. Dans ces pays, la situation sécuritaire, la rareté de certains intrants et produits phytosanitaires et la dégradation des pâturages devraient entraver l'activité des éleveurs.
A.3 Sylviculture et exploitation forestière		+	+	↗	Les perspectives s'annoncent globalement favorables pour le deuxième trimestre 2021, avec un regain d'activité dans la zone industrielle de Nkok au Gabon, une meilleure fluidité du corridor Douala-Bangui et, dans une moindre mesure, un accroissement de la demande locale couplée à un assouplissement temporaire du cadre réglementaire des coupes de grumes en Guinée Equatoriale.
A.4 Pêche et aquaculture		=	-	↘	Les perspectives s'annoncent globalement défavorables, dans un contexte marqué par l'absence des investissements publics conséquents pour

				dynamiser la filière et par la raréfaction des ressources halieutiques, notamment au Congo.
B	ACTIVITÉS EXTRACTIVES			
B.1. Pétrole	+	=	→	Les perspectives dans le secteur pétrolier s'annoncent stables, avec néanmoins un certain optimisme des opérateurs en ce qui concerne la dynamique des cours mondiaux du brut. Toutefois, l'activité s'annonce malgré tout morose en Guinée Equatoriale, qui fait face à une chute de la productivité de ses puits de pétrole.
B.2 Gaz	+	+	↗	L'activité gazière dans la Sous-région devrait progresser favorablement, avec des perspectives encourageantes en Guinée Equatoriale, boostées par la mise en service du pipeline d'exportation du gaz d'Alen vers le complexe pétrolier ALBA. Par ailleurs, à court terme, les opérateurs sont relativement optimistes au Gabon.
B.3 Extraction de diamants	+	+	↗	Les indicateurs (production et exportation) devraient évoluer à la hausse au deuxième trimestre 2021, en rapport avec le retour de la sécurité en République Centrafricaine dans certaines zones de production (Boda, Yalokè, Carnot, Gaga...) et la vigueur de la demande provenant des pays partenaires (Inde et Dubaï).

	B.3 Autres activités minières	+	+	↗	Le niveau des investissements ainsi que les cours mondiaux devraient stimuler l'activité dans la filière manganèse au Gabon, tandis que le retard pris par la signature de nouveaux contrats miniers devrait maintenir la branche stable en Guinée Equatoriale.
C	ACTIVITÉS DE FABRICATION				
	C.1 Industrie de boissons	+	+	↗	L'activité s'annonce contrastée dans la Sous-Région, avec des perspectives favorables au Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale et en République Centrafricaine, profitant d'une amélioration des circuits d'approvisionnement et de nouveaux investissements, tandis que l'activité s'effondrerait au Tchad, en lien avec la fermeture de l'usine de Moundou.
	C.2 Huileries	=	+	↗	Les indicateurs (production et exportation) devraient évoluer à la hausse au deuxième trimestre 2021, en particulier en RCA, compte tenu du repli des tensions sécuritaires observées dans la zone de production située à « Lésé » durant les mois de janvier et février 2021. Toutefois, la destruction de 300 hectares de plantation de palmeraie de la société PALME D'OR par un feu de brousse au mois de janvier 2021 et le vol de certains matériels de production lors des événements militaro-politiques survenus durant les deux premiers mois de l'année

				2021 devraient peser sur les perspectives.
C.3 Autres industries alimentaires	+	+	↗	Les perspectives s'annoncent globalement favorables, spécifiquement au Cameroun tirée essentiellement par les activités du principal opérateur (SODEPA) de la branche industrie de viande et du poisson vont connaître une amélioration au deuxième trimestre 2021, en raison de la mise en place de nouvelles boucheries. Toutefois, le sous-secteur continue de faire face au manque de ressources financières pour la multiplication de points de ventes, ainsi qu'à la crise sanitaire du coronavirus.
C.4 Industrie de minoterie	+	=	→	Les performances de la branche seraient contrastées, avec une amélioration de l'offre d'intrants au Cameroun contrebalancée par des difficultés liées à la hausse des coûts de production au Gabon et, dans une moindre mesure, à la perturbation des circuits d'approvisionnement en Centrafrique.
C.5 Industrie sucrière	+	=	→	La branche devrait connaître une stabilité, sous l'effet de la détente de la demande intérieure, en particulier celle provenant des industries brassicoles au Tchad et au Gabon.
C.6 Industrie du tabac	=	+	↗	La branche devrait s'orienter à la hausse en lien avec l'amélioration de la situation sécuritaire en RCA et l'augmentation de la demande au Congo.

	C.7 Industrie du bois	+	=	→	Les perspectives s'annoncent contrastées dans la branche au deuxième trimestre 2021. La demande mondiale toujours fébrile devrait tempérer la dynamique favorable portée par le bond anticipé de la demande intérieure en Guinée Equatoriale et l'amélioration de la fluidité du corridor Douala-Bangui, dans un contexte de normalisation de la situation sécuritaire dans ce pays.
	C.8 Métallurgie	-	-	↘	La branche métallurgique devrait reculer du fait des problèmes de trésorerie rencontrés par les opérateurs en RCA et de la faiblesse des investissements pétroliers au Congo.
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET AIR CONDITIONNÉ	=	=	→	L'activité devrait demeurer stable dans la Sous-Région, en dépit des nombreux projets d'investissement dans la plupart des pays de la CEMAC et la demande toujours croissante.
E	PRODUCTION, DISTRIBUTION ET TRAITEMENT D'EAU	+	+	↗	Comparativement au trimestre précédent, l'activité devrait s'inscrire en hausse, en lien avec une pluviosité plus abondante, bien que la branche soit toujours contrainte par une offre insuffisante face à la demande toujours croissante dans l'ensemble des pays de la CEMAC.
F	CONSTRUCTION	+	+	↗	L'activité devrait bien se tenir au deuxième trimestre 2021 dans l'ensemble des pays de la CEMAC, avec le lancement

					ou le redémarrage de plusieurs projets publics. En particulier, les travaux de reconstruction de la zone sinistrée par l'explosion survenue à Bata (Guinée Equatoriale) devraient sensiblement stimuler l'activité des BTP dans le pays au cours du prochain trimestre.
G	COMMERCE DE GROS ET DE DETAILS, RÉPARATION DE VÉHICULES				
	G.1 Activité de commerce et location de véhicules et de pièces détachées	=	=	➔	L'activité devrait demeurer globalement stable, dans un contexte de redémarrage poussif de la demande intérieure.
	G.2 Commerce de gros et de détail des biens d'investissement et d'équipement	-	=	➔	Dans un contexte économique empreint d'incertitudes, l'activité devrait demeurer assez atone.
	G.3 Commerce de gros et de détail des biens de consommation courante	=	-	↘	L'activité devrait connaître un repli dans la Sous-région, dans un contexte marqué par un fort degré d'incertitude quant à une reprise ferme dans la restauration, l'hôtellerie et les loisirs, résultant de la résurgence de la COVID-19.
	G.4 Commerce de produits pétroliers et de gaz domestique	+	=	➔	L'activité s'annonce contrastée dans la Sous-région, dans un contexte où les effets d'une résilience de la demande intérieure seraient entravés par un contexte sécuritaire global précaire et une recrudescence de la contrebande.
	G.5 Commerce de produits pharmaceutiques	+	=	➔	Le maintien des dépenses publiques et privées devrait assurer la stabilité de l'activité de la branche, dans un

					contexte de persistance de la crise sanitaire.
I	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	=	-	↘	L'activité hôtelière dans la zone, fortement touchée par la pandémie de la COVID-19, devrait demeurer précaire et en recul par rapport au premier trimestre 2021. La persistance d'une situation sanitaire préoccupante, couplée au regain d'intensité des mesures de distanciation sociale dans plusieurs pays de la Sous-Région seront les facteurs clés de cette dynamique.
H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE				
	H.1 Transport ferroviaire	+	+	↗	L'activité devrait repartir dans cette branche, avec une augmentation de la demande liée à de nouveaux investissements ainsi qu'une meilleure dynamique tendancielle de l'activité minière.
	H.2 Transport routier	+	+	↗	L'activité devrait repartir à la hausse dans la Sous-région, en lien avec l'assouplissement des mesures de restriction dans certains pays et l'ouverture effective du corridor-Douala-Bangui, suite à l'amélioration des conditions sécuritaires, en dépit du regain de rigueur des restrictions gouvernementales face à la dégradation de la situation sanitaire dans d'autres pays.
	H.3 Transit	-	+	↗	Les perspectives tablent sur une reprise, eu égard à une hausse anticipée des importations et des exportations.

	H.4 Transport maritime et fluvial	=	-	↘	L'activité devrait reculer au cours du deuxième trimestre, en lien avec la faible navigabilité fluviale en République Centrafricaine et des perturbations au niveau de la prise en charge sanitaire des passagers en Guinée Equatoriale.
	H.5 Transport aérien	+	-	↘	Bien qu'en progression favorable par rapport au deuxième trimestre 2020, l'activité de transport aérien devrait se replier par rapport au premier trimestre 2021. En cause, la dégradation de la situation sanitaire dans la CEMAC et le reconfinement de certains pays étrangers qui sont des destinations desservies par les compagnies aériennes opérant dans la Sous-région.
J	ACTIVITES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATION	-	=	→	Branche figurant parmi les plus résilientes face à la pandémie de la COVID-19, l'activité devrait y demeurer stable pendant le deuxième trimestre 2021, avec une demande de services de téléphonie et surtout d'internet toujours robuste.

K	ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	=	=	→	Perspectives stables pour les banques et les assurances, avec une progression du crédit prudente dans un contexte d'incertitude liée à la situation sanitaire et économique.
---	---	---	---	---	--

Mise en page et impression :

SERVICE DE L'IMPRIMERIE DE LA BEAC

736 avenue Monseigneur Vogt - B.P. 1917, Cameroun

Téléphone : (237) 22 23 40 30/60

Fax : (237) 22 23 33 29/50

E-mail : beac@beac.int

Site web : www.beac.int